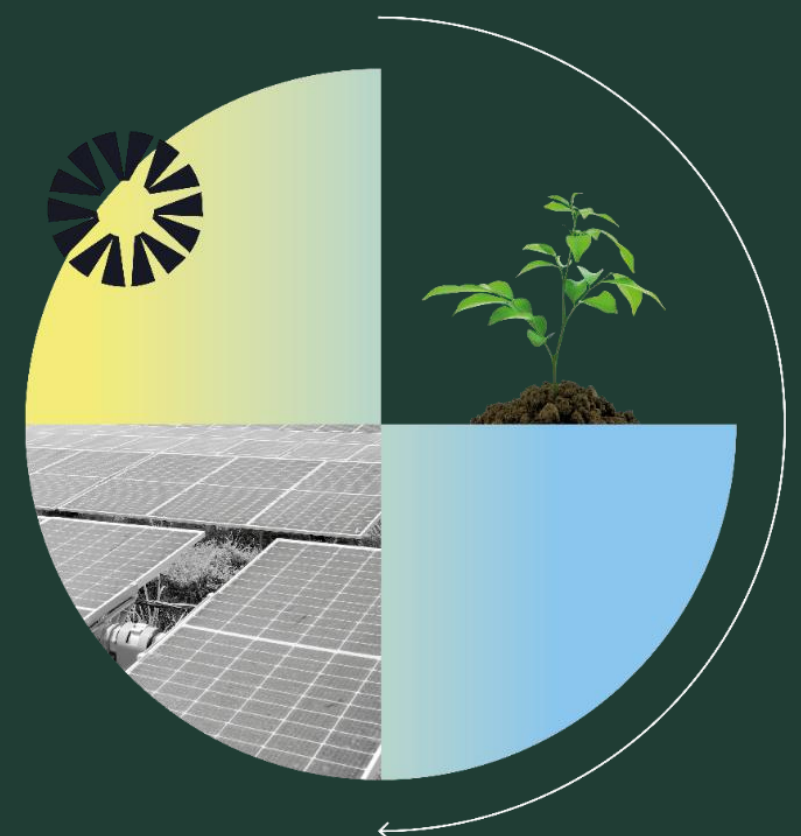


**NOTICE D'ACCOMPAGNEMENT AU CAR PAR CAS ET DESCRIPTION
DES INCIDENCES/MESURES DU PROJET PHOTOVOLTAÏQUE
PROJET PHOTOVOLTAÏQUE SUR LA
COMMUNE DE SAINT-PONT (03)**

25/06/2025





INDICE	DESCRIPTION	ÉTABLI(E)	CONTROLÉ(E)	APPROUVÉ(E)	DATE
VO	Version initiale	Rémi de SAINT ALBIN	Lou Ann GIRIN	Simon BERTIN	25/06/2025



1 TABLE DES MATIERES

2 PREAMBULE3

3 PRESENTATION DU MAITRE D'OUVRAGE « ELECTRICITE D'AZUR » ET DE SON APPROCHE4

4 LOCALISATION ET CHOIX DU SITE.....5

4.1 Localisation du projet5

4.2 Description de la zone d’implantation du projet5

4.3 Justification du choix du site.....6

5 CADRE REGLEMENTAIRE.....7

5.1 Procédure d’examen au cas par cas.....7

5.2 Résumé du cadre règlementaire global.....7

6 PRESENTATION TECHNIQUE DU PROJET.....8

6.1 Présentation technique générale.....8

6.1.1 Chiffres clés du projet8

6.1.2 Principe général d’une centrale photovoltaïque.....8

6.1.3 Les avantages de cette technologie9

6.2 Eléments de la centrale.....9

6.2.1 Les modules photovoltaïques.....9

6.2.2 Les tables photovoltaïques et leur ancrage au sol.....9

6.2.3 Les onduleurs, les postes techniques et le poste de livraison10

6.2.4 Le câblage interne à la centrale10

6.2.5 Les voies d’accès et zones de stockage11

6.2.6 La sécurisation du site.....11

6.3 Raccordement du projet au réseau électrique11

6.4 plan de masse.....12

6.5 Présentation des travaux.....12

6.5.1 Description générale12

6.5.2 Phasage13

6.6 Phase d’exploitation de la centrale.....13

6.6.1 Surveillance et maintenance des installations photovoltaïques.....13

6.6.2 Entretien du site13

6.6.3 Durée de vie de l’installation.....13

6.7 Phase de remise en état du site.....14

6.7.1 Démantèlement.....14

6.7.2 Recyclage des panneaux14

7 PRESENTATION DU CONTEXTE ENVIRONNEMENTAL15

7.1 Milieu physique.....15

7.1.1 Topographie.....15

7.1.2 Sol et sous-sol15

7.1.3 Climat.....15

7.1.4 Eau16

7.1.5 Risques majeurs16

7.2 Milieu Humain17

7.2.1 Patrimoine et paysage17

7.2.2 Servitudes.....17

7.2.3 Documents d’urbanisme et de planification territoriale17

7.3 Milieu naturel.....18

7.3.1 Zonages naturels18

7.3.2 Trame verte et bleue18

7.3.3 Zones de végétation18

8 ANALYSE DES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX, INCIDENCES DU PROJET ET MESURES ENVISAGEES 19

8.1 Explications autour de la construction du tableau de synthèse.....19

8.1.1 Séquence « éviter, réduire, compenser »19

8.1.2 Notion d’enjeux.....19

8.2 Tableau de synthèse des incidences et mesures du projet20

8.3 Localisation des principales mesures d’évitement et réduction23

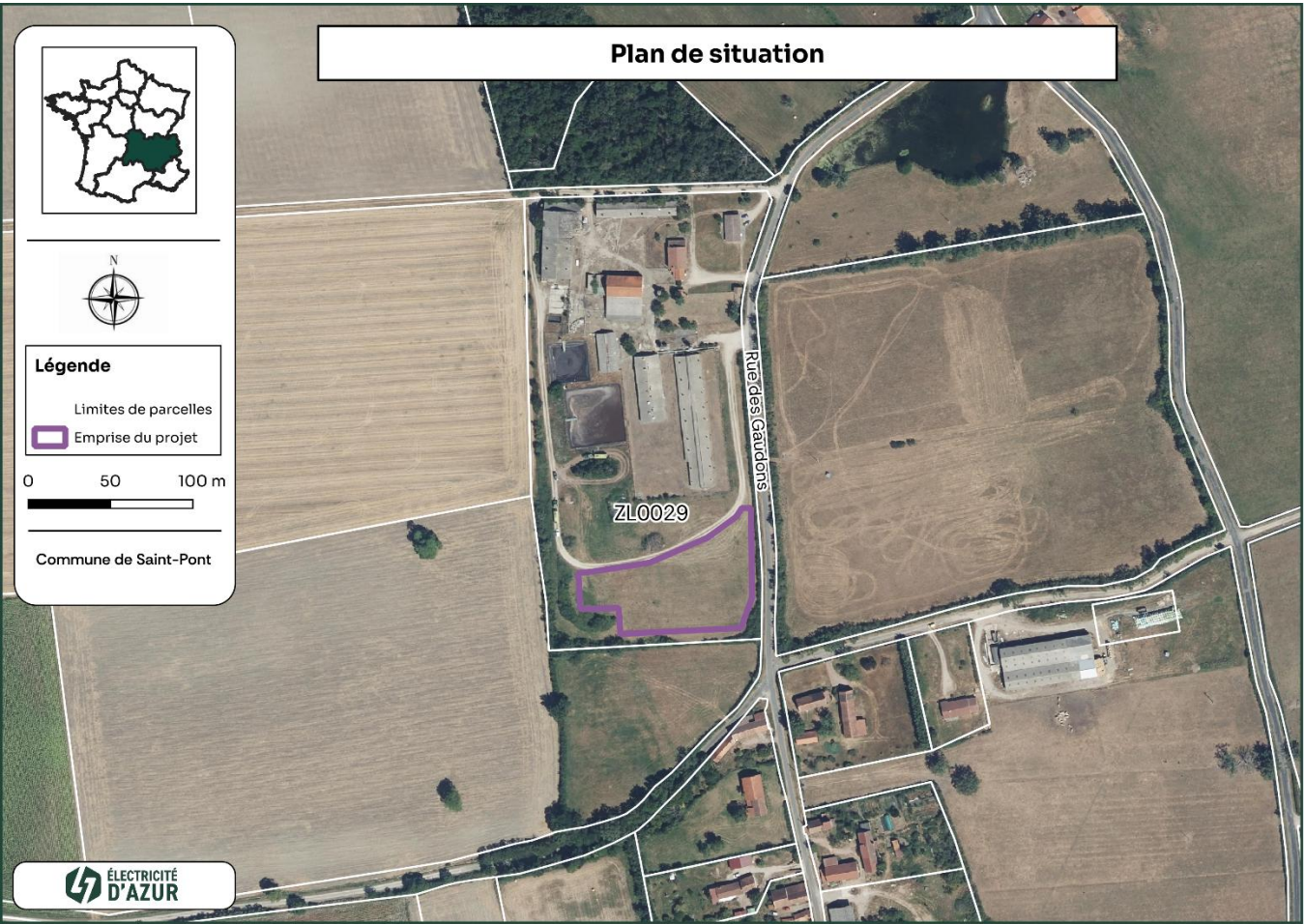
8.4 Autoévaluation.....23



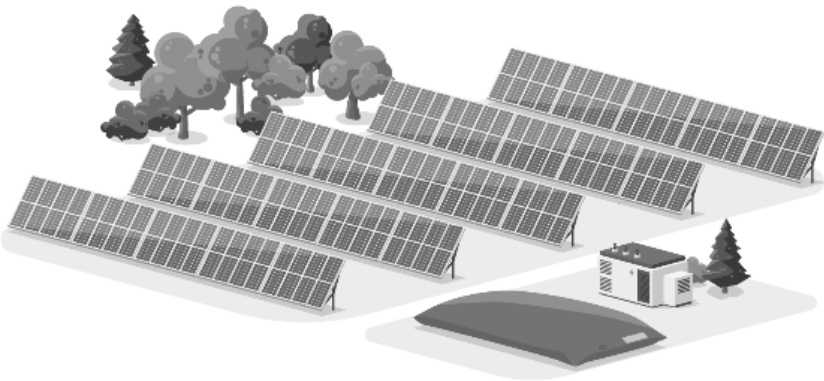
2 PREAMBULE

Electricité d'Azur porte un projet de centrale photovoltaïque sur des structures fixes sur la commune de Saint-Pont dans l'Allier.

L'emprise projet totale de la centrale photovoltaïque (surface clôturée + pistes extérieures) serait d'environ 0,54 hectare, correspondant à une puissance d'environ 0,6 MWc.



- Le projet et le cadre réglementaire attendant auquel il pourrait être soumis ;
- Un état des lieux des principaux enjeux recensés à ce jour à partir d'une analyse bibliographique (contraintes et potentialités) ;
- Une synthèse sous forme de tableau des principaux impacts potentiels du projet et les mesures d'évitement et de réduction que le maître d'ouvrage envisage de mettre en place en phase chantier et en phase exploitation.



Le présent document est une notice d'accompagnement du CERFA n°14734*04 relatif à une demande d'examen au cas par cas préalable à la réalisation éventuelle d'une évaluation environnementale (*Article R.22-3-1 du code de l'environnement*).

- ➔ Cette notice a pour objectif de permettre à l'autorité environnementale de statuer sur la nécessité ou non de lancer une étude environnementale pour ce projet de centrale photovoltaïque sur la commune de Saint-Pont.

Elle présente succinctement :

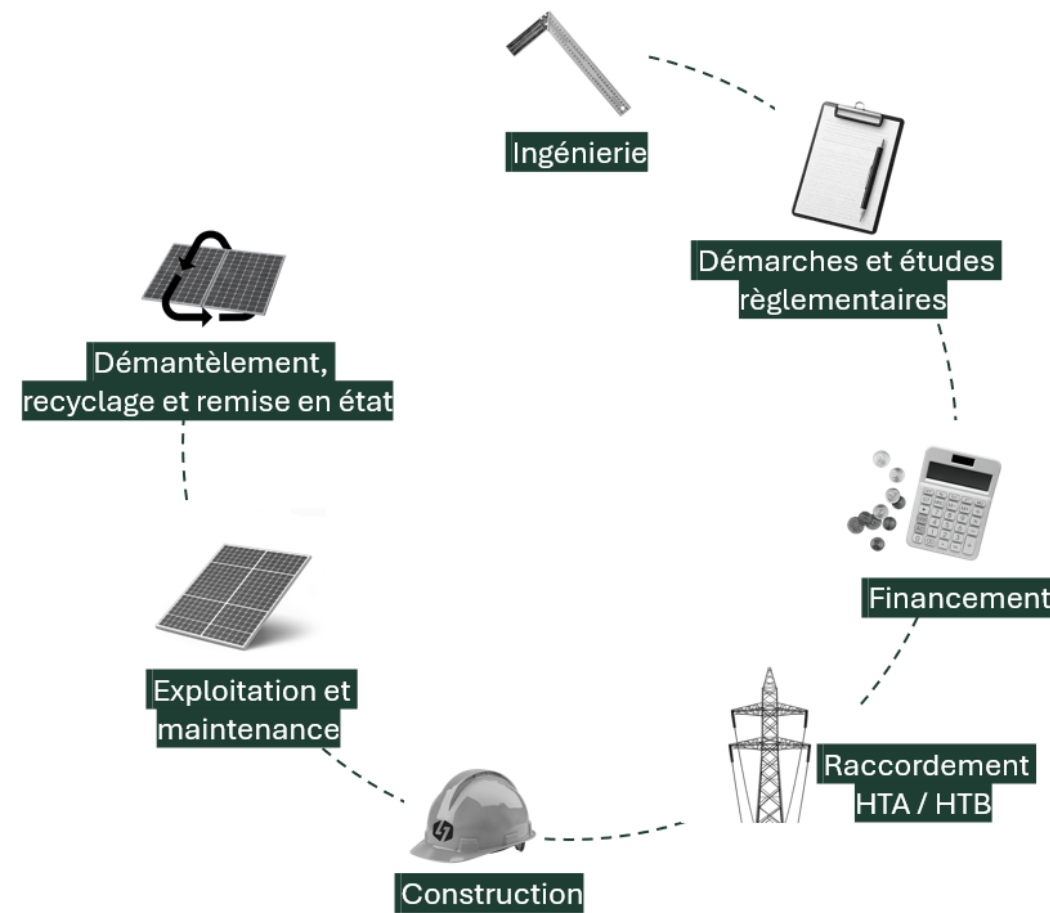


3 PRESENTATION DU MAITRE D'OUVRAGE « ELECTRICITE D'AZUR » ET DE SON APPROCHE

Le projet est porté par Electricité d'Azur un producteur d'électricité renouvelable dont le métier est de développer, financer, construire et exploiter des centrales photovoltaïques et agrivoltaïques et notamment :

- Centrale photovoltaïque au sol sur des terrains inutilisés, non valorisés, dégradés ou pollués
- Centrales photovoltaïques en ombrières ou sur toitures, notamment sur les parkings, toitures plates ou inclinées
- Centrales agrivoltaïques, sur des terres agricoles (grande culture, élevage, prairie), avec un couplage de la production agricole (activité principale) et photovoltaïque sur un même espace foncier.

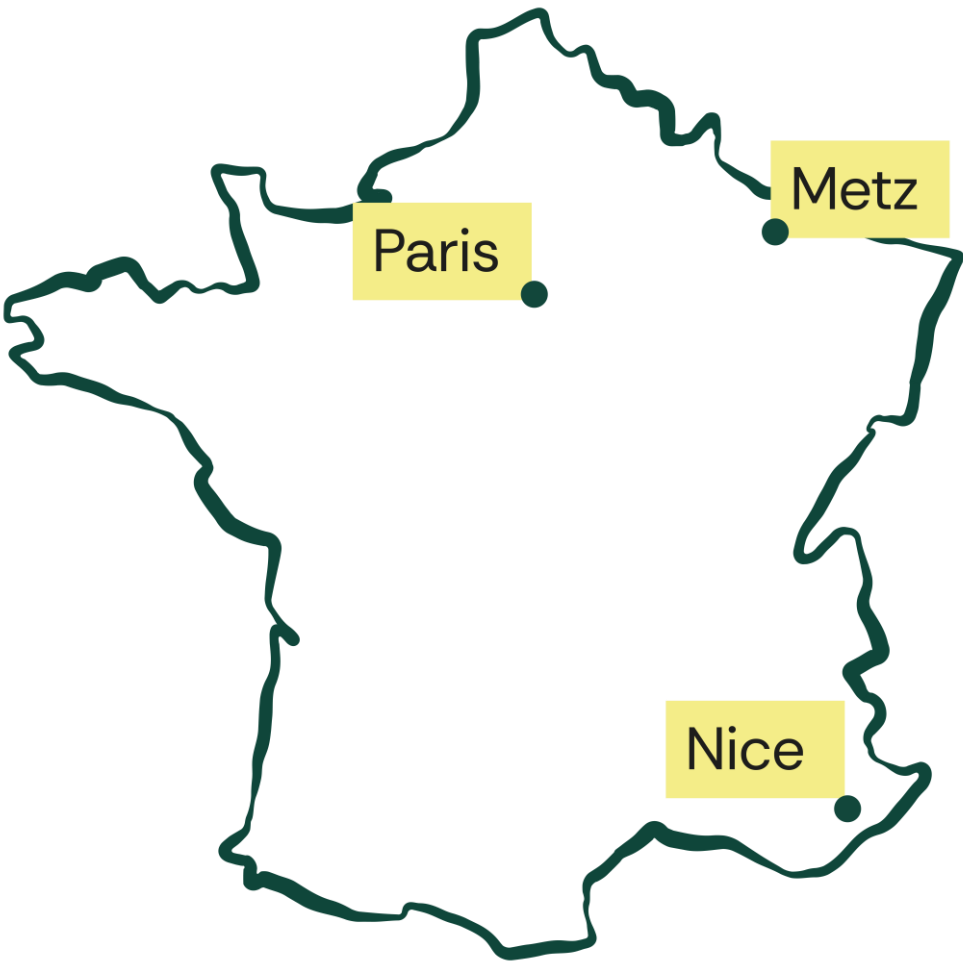
Electricité d'Azur propose aux propriétaires fonciers privés, aux collectivités et aux entreprises de valoriser leurs foncier par l'installation d'équipements de production photovoltaïque, sur un approche « clé en main » en internalisant l'ensemble des métiers de la chaine de valeur :



Créée en 2024, Electricité d'Azur a pour actionnaire principal le Crédit Mutuel.

L'entreprise est composée d'une équipe de professionnels aux expertises complémentaires acquises dans différentes filières de la production d'énergie.

Répartis sur trois sites en France (Nice, Paris et Metz), les différents profils sont opérationnels dans les domaines du développement de projet, du financement, de la construction, de la gestion et de l'exploitation de projets photovoltaïques et tous engagés dans une démarche vertueuse de développement.





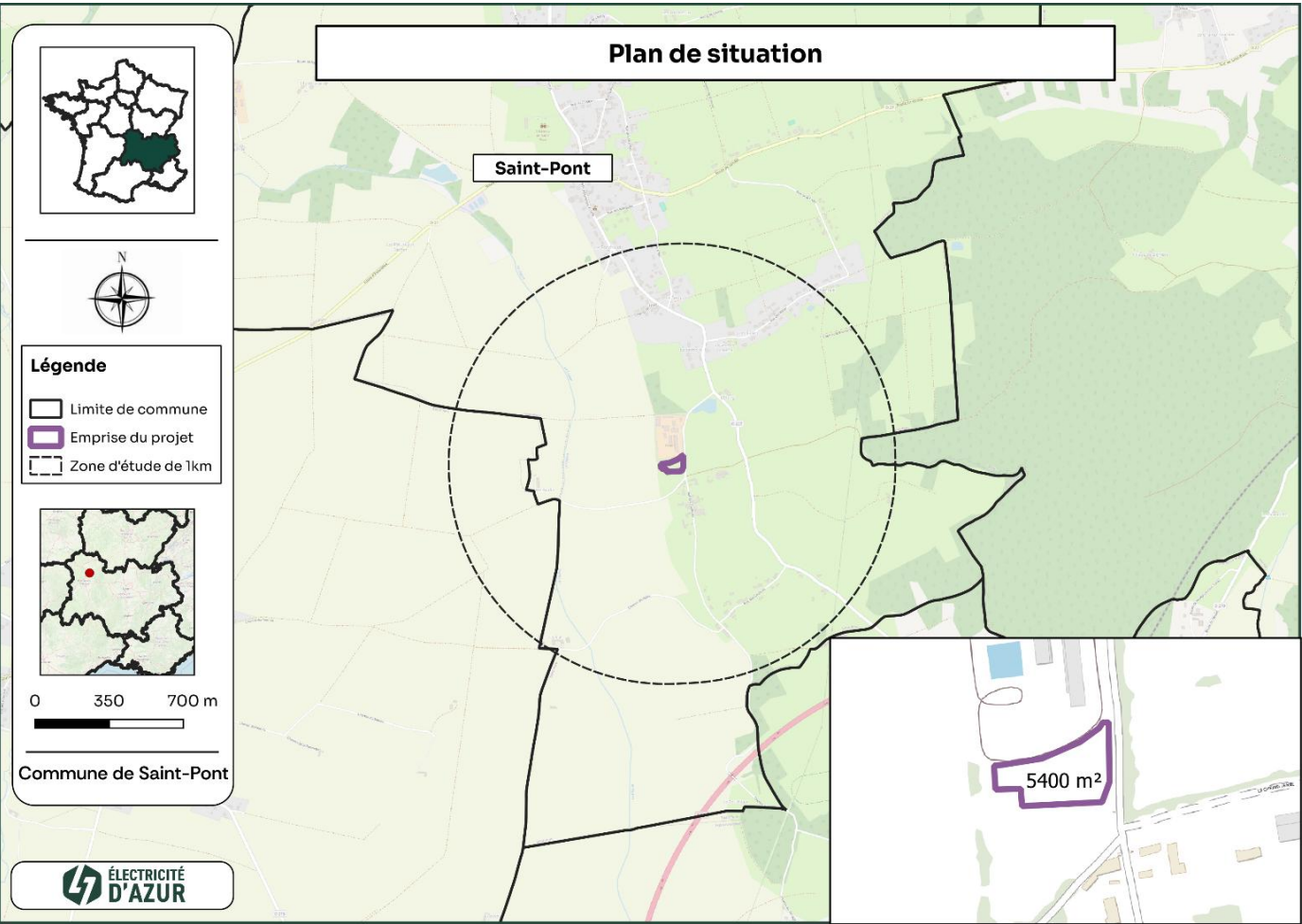
4 LOCALISATION ET CHOIX DU SITE

4.1 LOCALISATION DU PROJET

Le projet photovoltaïque est situé au Sud de la commune de Saint-Pont (à environ 500 m du village) dans le département de l'Allier (03) en région Auvergne Rhône-Alpes.

La commune de Saint-Pont s'étend en majorité sur des terres agricoles et des boisements. Elle fait partie de la communauté d'agglomération de Vichy qui compte 39 communes, située à la limite du Bourbonnais et de l'Auvergne.

D'une superficie de 1 280 ha et d'une altitude moyenne de 330 m., la commune est traversée du Sud au Nord par le cours d'eau du Châlons. A l'Ouest du ruisseau, on est sur la plaine de la Limagne, au sol profond et riche, favorable aux céréales et à l'Est, il s'agit la terre de Varennes, avec des galets et de l'argile très près de la surface, surtout réservée aux prairies. C'est au bord de cette crête que le village s'est peu à peu développé, jusqu'à atteindre 692 habitants en 2023, et que se situe le projet présenté.



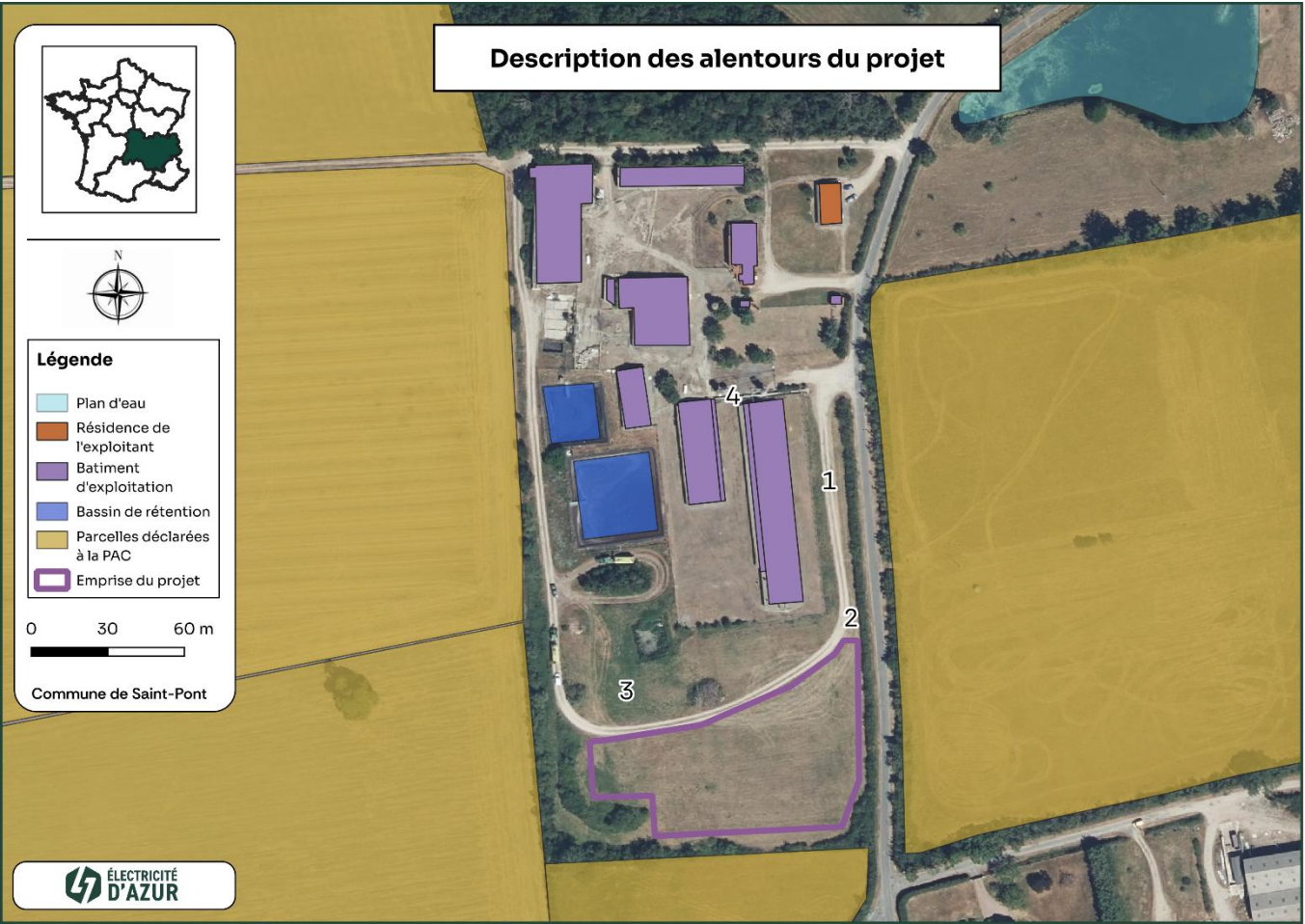
4.2 DESCRIPTION DE LA ZONE D'IMPLANTATION DU PROJET

La Zone Potentielle de Projet (ZIP) est située sur la parcelle ZL_29, elle correspond à une friche non cultivée de 0,54ha et non déclarée à la Politique Agricole Commune (PAC) depuis plus de 10 ans. Elle est entretenue par fauche par le propriétaire et exploitant agricole.

Historiquement, une maternité porcine était présente sur l'emprise du projet mais a été détruite il y a de nombreuses années, des morceaux de fondations sont restés dans le sol à environ 80 cm mais sont invisibles de l'extérieur, le terrain est inutilisable pour une exploitation agricole..

Sur le reste de la parcelle, on trouve à proximité du projet :

- Les bâtiments d'exploitation d'une exploitation agricole porcine
- L'habitation de l'exploitant de cette exploitation porcine.



Voici des photos de la zone d'implantation du projet (prises de vues sur la carte précédente)



1-Vue depuis l'entrée du chemin d'accès



2- Vue depuis la futur entrée du parc



3-Vue depuis le nord du futur parc



4-Vue depuis les bâtiments existants



Zoom sur la végétation au sud-ouest du futur parc photovoltaïque, composée de haies et arbustes.

4.3 JUSTIFICATION DU CHOIX DU SITE

Le choix du site à moindre enjeu se justifie par la prise en compte de divers facteurs.

- Sur le plan agricole :
 - L'emprise du projet est actuellement sur une parcelle classée en zonage non constructible (ZnC) à vocation agricole. Elle est non exploitée depuis plus de 10 ans et non exploitable à cause de la faible valeur agronomique du site ;
 - En effet, suite à la démolition d'un ancien bâtiment (maternité porcine), des restes de fondations sont présents à une profondeur d'environ 80 cm, rendant le terrain incultivable ;
 - La faible taille de la zone accentue son incompatibilité avec une remise en culture.
- Sur le plan énergétique :
 - Le projet répond à une volonté nationale d'avoir une politique ambitieuse en matière de développement des énergies renouvelables ;
 - La proximité avec les bâtiments de l'exploitation agricole porcine du propriétaire de la parcelle facilitera une potentielle mise en place d'une boucle d'autoconsommation collective ;
 - Possibilité de raccordement électrique sur le réseau HTA présent à proximité.
- Sur le plan de la biodiversité :
 - Le projet est situé au dehors des zonages environnementaux réglementaires et aires de protection forte (Natura 2000, réserve naturelle nationale, parcs nationaux, arrêté de protection biotope, réserve de biosphère, réserve biologique...) ;
 - L'emprise du projet est située à la limite d'une ZNIEFF de type I, la prise en compte de cet enjeu conduit à un éloignement des boisements, des haies et à une limitation de la taille du projet.
- Sur le plan paysager et patrimoniale :
 - Les parcelles sont situées en dehors de toute zone de protection patrimoniale (périmètre de protection des monuments historiques, sites inscrits, sites classés, zone de protection archéologique,...) ;
 - Une faible visibilité du site par les axes routiers ;
 - De très faibles co-visibilités sont existantes avec le village de Saint-Pont situé au Nord.
- Sur le plan physique :
 - Un site en dehors des Plans de Préventions liées aux Risques naturels et technologiques

La conception du projet est affinée de manière itérative au cours de l'avancement des études afin de définir un projet de moindre impact.



5 CADRE REGLEMENTAIRE

5.1 PROCEDURE D'EXAMEN AU CAS PAR CAS

Les catégories de projet soumis à évaluation environnementale ou à examen au cas par cas en application du II de l'article L.122-1 du Code de l'Environnement sont définies à l'article R.122-2 et son tableau annexe.

Le projet que nous proposons est composé de structures fixes ancrées au sol d'une puissance inférieure à 1MWc et créera une emprise au sol inférieure à 10 000 m². Il est donc concerné par la rubrique n° 30, et est à ce titre soumis à examen au cas par cas:

CATÉGORIES de projets	PROJETS soumis à évaluation environnementale	PROJETS soumis à examen au cas par cas
30. Installations photovoltaïques de production d'électricité (hormis celles sur toitures, ainsi que celles sur ombrières situées sur des aires de stationnement)	Installations d'une puissance égale ou supérieure à 1 MWc, à l'exception des installations sur ombrières.	Installations d'une puissance égale ou supérieure à 300 kWc.

Résumé de la procédure d'examen du cas par cas :

Les dossiers sont alors envoyés à l'autorité environnementale (AE) par procédure dématérialisée. L'AE a alors un délai de 15 jours pour retourner le formulaire si certains renseignements ou pièces sont manquants et dispose ensuite d'un délai de 35 jours à compter de la réception du formulaire complet.

L'objet de cette demande répond à la procédure de demande d'examen au cas par cas seulement. Les autres procédures sont évoquées dans un tableau au point suivant car elles permettent une meilleure appréciation globale de la procédure d'examen au cas par cas.

Notre dossier complet de demande d'examen au cas par cas est composé des pièces suivantes :

- Le CERFA n°14734*04 rempli
- Les annexes obligatoires n°1-3-4-5-6-7
- Annexe non obligatoire :
 - une notice d'accompagnement (*présent document*)
 - notre charte chantier vert (*annexée au présent document*)

5.2 RESUME DU CADRE REGLEMENTAIRE GLOBAL

	Soumis ?	Analyse préliminaire des enjeux et des risques
Examen au cas par cas Relatif à l'évaluation environnementale	OUI	Permettra de déterminer si une évaluation environnementale de droit de commun est nécessaire ou non.
Déclaration Préalable (DP) Relatif à l'autorisation d'urbanisme	OUI	Une demande d'autorisation préalable est à réaliser (projet <3 MWc), l'autorité compétente pour délivrer l'autorisation est la préfecture.
Etude Préalable Agricole	NON	D'après l'article R.111-58 du Code de l'Urbanisme, le projet n'est pas considéré comme agrivoltaïque malgré le zonage agricole de la zone mais comme « PV compatible au sol » car il est : <ul style="list-style-type: none">▪ situé à moins de 100m d'un bâtiment agricole▪ sur un terrain non exploité depuis 10 ans▪ inexploitable pour une activité agricole Une Etude Préalable Agricole n'est pas nécessaire.
Loi sur l'Eau Autorisation / Déclaration	NON	D'après les données bibliographiques, aucune zone humide avérée ou potentielle n'a été recensée au droit du site d'étude.
Autorisation de défrichement /coupe et abattage d'arbres	NON	Le projet n'est pas soumis à Autorisation de Défrichement.
Archéologie préventive	NON	La zone d'étude n'est pas située au droit d'une zone présentant des enjeux archéologiques.
Architectes de Bâtiments de France	NON	La zone d'étude n'est pas située au droit d'un monument historique et ses périmètres de protection.
Mise en compatibilité des documents d'urbanisme	NON	Le projet ne semble pas incompatible avec les documents d'urbanisme en vigueur.
Evaluation des incidences Natura 2000	NON <i>Sauf, si le projet est soumis à étude d'impact</i>	Si le projet est soumis à étude d'impact, déclaration ou autorisation au titre de la loi sur l'eau.

6 PRESENTATION TECHNIQUE DU PROJET

6.1 PRESENTATION TECHNIQUE GENERALE

6.1.1 Chiffres clés du projet

Les principales caractéristiques du projet de centrale photovoltaïque sont détaillées dans le tableau ci-dessous.

Données techniques et chiffres clés du projet	
Type de structure	Pieux battus
Surface clôturée	0.54 ha
Nombre de modules	920
Puissance du projet	0.6 MWc
Production annuelle estimée	744 MWh
Espace entre les rangées	2.5 m
Inclinaison des panneaux	15 °
Surface des pistes	440 m² de pistes légères
Nombre de locaux techniques et surface unitaire	1 poste de transformation et 1 poste de livraison Pour une surface totale de 24 m²
Linéaire et hauteur de clôture	300 mètres linéaire de clôtures de 2m de haut

6.1.2 Principe général d'une centrale photovoltaïque

L'énergie solaire photovoltaïque est une forme d'énergie renouvelable permettant de produire, grâce à une cellule photovoltaïque, de l'électricité par transformation d'une partie du rayonnement solaire.

Une centrale photovoltaïque au sol est constituée de différents éléments :

- Des modules solaires photovoltaïques, qui convertissent l'énergie solaire en courant électrique continu ;
- De structures support appelées tables photovoltaïques. Dans le cadre de ce projet, les tables photovoltaïques sont fixes.
- D'organes électriques comprenant :
 - Des onduleurs, qui convertissent le courant électrique continu en courant électrique alternatif (à la fréquence du réseau) ;
 - De transformateurs, qui élèvent la tension électrique à la tension du réseau ;
 - Des matériels de protection électrique ;
 - D'un poste de livraison pour l'injection de l'électricité sur le réseau ;
- Des câbles de raccordement entre ces différents organes,
- D'une clôture et des accès.

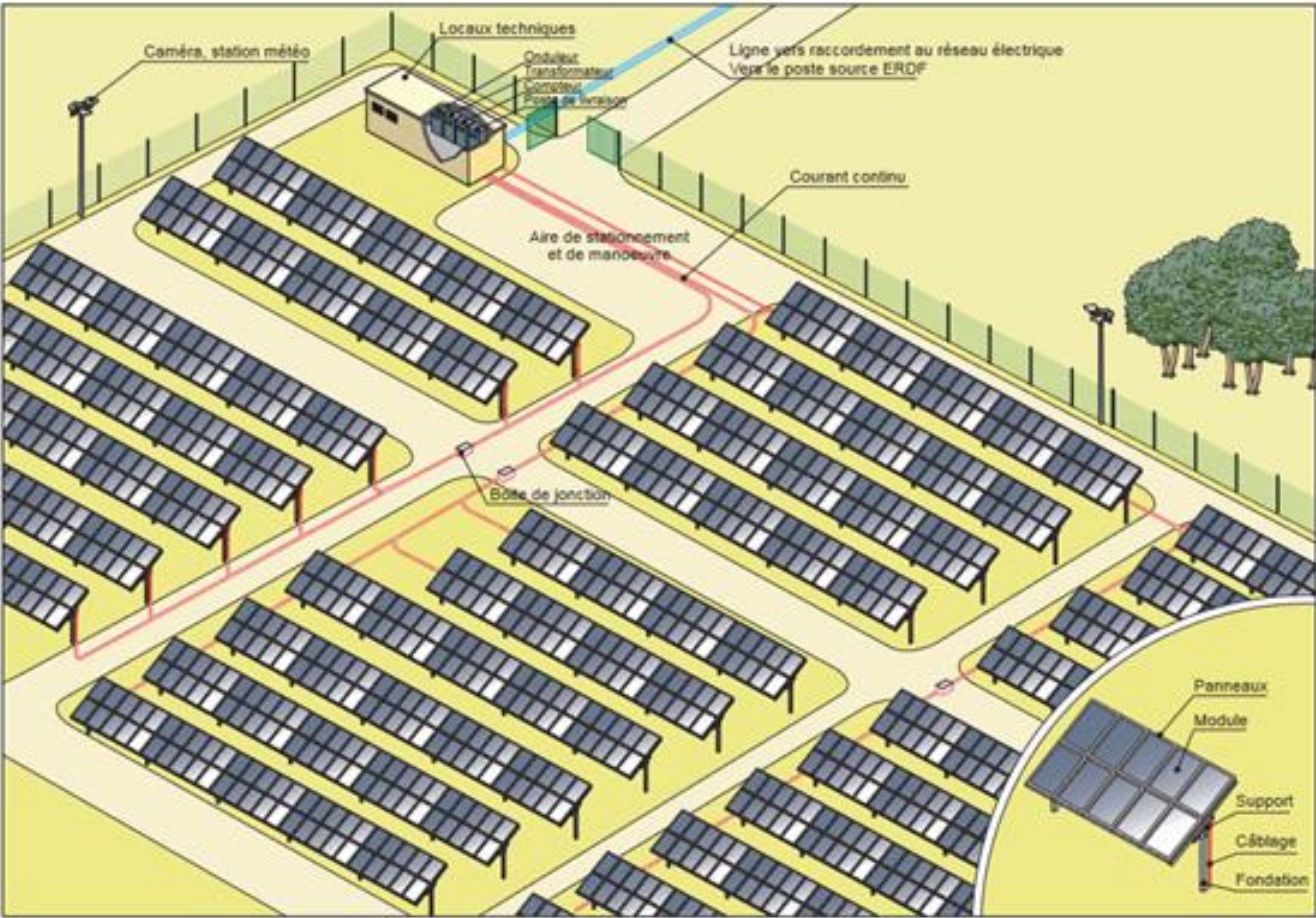


Figure 1 : Schéma d'une centrale photovoltaïque au sol

6.1.3 Les avantages de cette technologie

La technologie photovoltaïque présente de nombreux avantages :

- Un montage simple, adaptable à des besoins énergétiques divers ;
- Un coût de fonctionnement très faible, vu les entretiens réduits, l'absence de combustible et de personnel hautement spécialisé ;
- Une installation silencieuse et non polluante ;
- Une réponse efficace à la pointe de consommation en milieu de journée dans les zones les plus chaudes ;
- Une production d'électricité sans émissions de Gaz à Effet de Serre ou déchets dangereux ;
- Des installations facilement démontables, qui n'hypothèquent pas les usages futurs du sol pour les générations à venir.

6.2 ELEMENTS DE LA CENTRALE

6.2.1 Les modules photovoltaïques

Les modules photovoltaïques génèrent un courant continu lorsque leur partie active est exposée à la lumière. La partie active (cellules photovoltaïques en silicium) est encapsulée dans une plaque de verre-verre afin de protéger les cellules des intempéries. Un cadre en aluminium anodisé enchâsse l'ensemble.

Les modules photovoltaïques seront fournis et posés suivant le manuel de pose du fabricant sélectionné.

Les nouvelles générations de panneaux PV ont une tension maximale de 1500 V permettant de limiter les pertes dans le câblage en courant continu.

Le projet photovoltaïque sera composé de panneaux mono ou polycristallin et bifaciaux avec un rendement minimum de 22%. Le processus de fabrication de ces panneaux est maîtrisé et ne consomme pas d'éléments toxiques ou de matériaux rares.

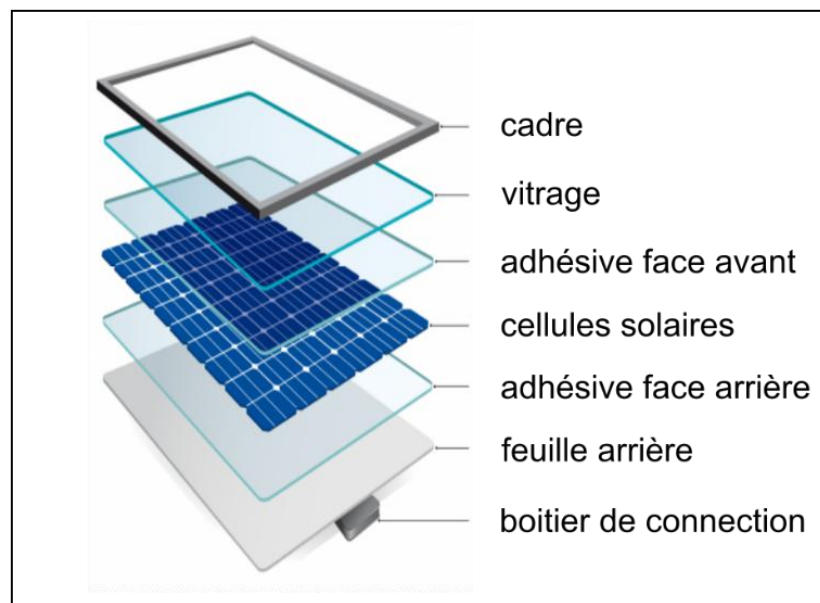


Figure 2 : Schéma d'un module photovoltaïque

6.2.2 Les tables photovoltaïques et leur ancrage au sol

Les structures supportent la charge statique du poids des modules et selon l'inclinaison et la zone géographique d'implantation, une surcharge de vent, neige et glace.

Les modules photovoltaïques de la centrale solaire seront installés sur des structures support fixes, en acier galvanisé, orientées vers le sud et inclinées à environ 15°.

L'ensemble modules et supports forme un ensemble dénommé table de modules. Cette technologie a l'avantage de présenter un excellent rapport production annuelle / coût d'installation. La technologie fixe est extrêmement fiable de par sa simplicité puisqu'elle ne contient aucune pièce mobile ni moteur. Elle ne nécessite quasiment aucune maintenance. Sa composition en acier galvanisé lui confère une résistance importante. L'ensemble des pièces métalliques seront posées et assemblées sur place.

Ainsi, les phases de préparation sur site, génie civil, pose des structures et des modules, raccordement électrique et mise en place des locaux techniques sont réalisées localement.

Les tables seront installées en gardant la topographie en place. Aucun terrassement notable (déblais/remblais) n'est prévu. La hauteur du bord inférieur de la table avec le sol sera d'environ 1,1 m pour faciliter l'entretien de la végétation du site et préserver le caractère perméable du site. Cette garde au sol laissera passer la lumière du soleil sous les modules favorisant le développement de la végétation sous les tables.



Figure 3 : Photographie d'une centrale photovoltaïque au sol – tables et ancrage au sol

Selon la qualité géotechnique des terrains, plusieurs types d'ancrage au sol peuvent généralement être envisagés :

- Les pieux en acier battus ou vissés dans le sol ;
- Les micropieux ancrés dans du mortier ;
- Les fondations hors sol, type semelles en béton (ou longrines).

NB : A cette phase des études, le type d'ancrage n'est pas déterminé avec précision. Les ancrages seront des pieux battus. L'usage du béton sera préférentiellement évité, toutefois les résultats de l'étude géotechnique qui sera menée avant la construction pourront imposer des ancrages avec un préforage impliquant une utilisation limitée de béton.

Le dimensionnement des pieux se fait sur la base des études de sol et des descentes de charges des structures qui prennent en compte les poids des composants et les efforts liés au vent et à la neige.

L'ensemble des dimensionnements est vérifié par le géotechnicien et le bureau de contrôle spécialisé.

La profondeur d'implantation dans le sol varie en général de 1.5 m à 2.5 m et exceptionnellement jusqu'à 3 m selon les caractéristiques du sol. L'étude de sol permettra de valider cette solution selon l'état du sous-sol.



Figure 4 : Technique d'ancrage des pieux battus

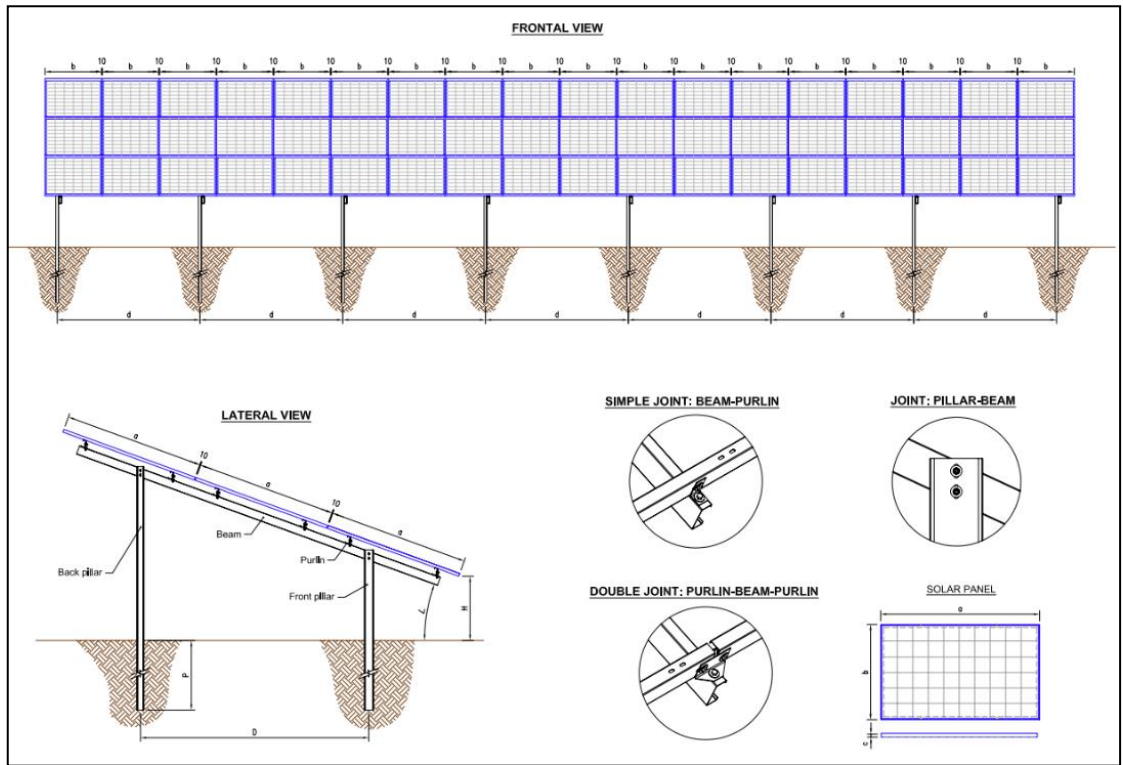


Figure 5 : Schéma de principe - Technique d'ancrage des pieux battus

6.2.3 Les onduleurs, les postes techniques et le poste de livraison

La puissance électrique des modules photovoltaïques d'une même table est convertie en courant alternatif par un onduleur. Chaque onduleur est relié via un câble à un transformateur qui permettra l'injection de l'électricité produite sur le réseau.

Les onduleurs seront préférentiellement de type décentralisé avec une puissance d'environ 300 kW. Les onduleurs sont reliés au point de livraison par des câbles en tranchée.

Le poste de livraison électrique est l'organe de raccordement au réseau et assure également le suivi de comptage de la production sur le site injectée dans le réseau. Il est par ailleurs l'élément principal de sécurité contre les surintensités et fait office d'interrupteur fusible. Il s'agit de l'interface physique et juridique entre le producteur et le gestionnaire de réseau. Il est positionné aux abords de la voie publique pour être à tout moment accessible aux services du gestionnaire de réseau.

Au niveau du point de livraison, un local technique contient une panoplie de sécurité composée notamment d'un extincteur CO2 de 5 kg, d'une boîte à gants 24 kV, d'un tapis isolant 24 kV, d'une perche à corps et d'une perche de détention de tension.

Il sera posé sur un lit de gravier ou sur une dalle béton en fonction des locaux retenus afin d'en assurer la stabilité et sera positionné à proximité des pistes pour faciliter l'accès.

6.2.4 Le câblage interne à la centrale

Les câbles de raccordement interne reliant les onduleurs au local technique et au poste de livraison sont généralement posés côte à côte sur une couche de 10 cm de sable au fond d'une tranchée dédiée, d'une profondeur de 50 à 60 cm. La tranchée longe l'axe des tables ainsi que les pistes de circulation.

Les câbles utilisés seront compatibles avec toutes les normes en vigueur. Ils sont parfaitement isolés électriquement et conçus pour résister à tout évènement météo (intempéries, changements de température, fort taux d'humidité, etc.).

Les câbles de communication qui permettent l'échange d'informations entre les onduleurs et le système de supervision (SCADA), sont situés dans la structure du poste de livraison. Une connexion internet permet également d'accéder à ces informations à distance.

Une mise à la terre permettra la mise à la terre des masses métalliques, la mise en place du régime de neutre et l'évacuation d'éventuels impacts de foudre.

6.2.5 Les voies d'accès et zones de stockage

Des pistes et chemins seront aménagés pour faciliter l'accès au site et aux postes techniques durant les phases de chantier et d'exploitation.

Les chemins exigés par le SDIS, conçus intégralement ou en partie en grave concassée, permettront de préserver dans la mesure du possible le drainage naturel du sol. Les pistes seront préférentiellement conçues selon le système « Mélange terre-pierre » qui permet une meilleure infiltration des eaux.



Figure 6 : Exemple de mélange terre-pierre et chemin circulaire

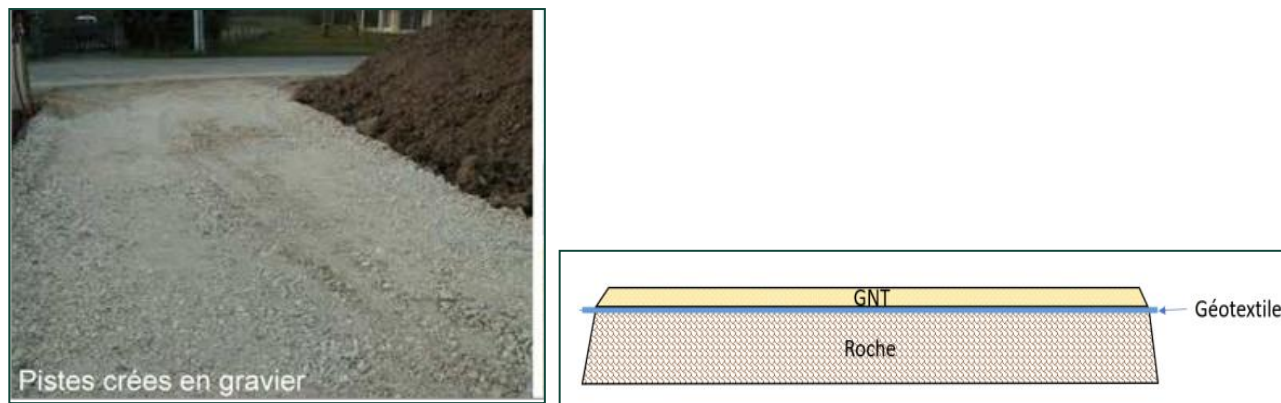


Figure 7 : Exemple de piste créée en gravier et plan de coupe

6.2.6 La sécurisation du site

Le projet sera entièrement sécurisé par une clôture de 2 m de haut. L'acier galvanisé sera préconisé pour des raisons de robustesse et de maintien dans le sol, afin aussi d'éviter le béton.

L'accès au public sera interdit et le site sera sous vidéo surveillance afin de garantir la sécurité des personnes (équipement électrique présent sur site) et la prévention des vols et détériorations.

Un portail permettra l'accès à la centrale pour les actions de maintenance et d'exploitation. Ce portail, d'environ 6 m de large, sera dimensionné pour permettre le passage des engins lors des travaux mais également le passage des véhicules d'intervention du SDIS permettant la sécurité anti-incendie en tout temps. Le portail sera fermé à clés et équipé de clés triangulaires utilisées par les pompiers.

En additions des pistes, des citernes souples de 60 m³ permettront la défense contre l'incendie.

Les recommandations formulées par le SDIS seront strictement respectées et intégrées au projet.

6.3 RACCORDEMENT DU PROJET AU RESEAU ELECTRIQUE

Le raccordement de la centrale sera sur le réseau haute tension du réseau public de distribution par une liaison dédiée au projet.

Le choix du raccordement dans le cadre du projet sera pour la partie privée sous la responsabilité du maître d'ouvrage et sur le domaine public sous la responsabilité du gestionnaire du réseau public qui est propriétaire de la liaison en vertu des dispositions de l'article L.322-4 du Code de l'énergie (Enedis et ELD).

Il est responsable de la conception, de l'exploitation et de la dépose le cas échéant.

Lors de la conception d'un parc de production ou de consommation, l'industriel fait une demande d'étude de raccordement au gestionnaire réseau, après avoir obtenu le Permis de Construire.

Le gestionnaire fournit, après étude, une proposition technique et financière (PTF). La proposition technique et financière comporte l'étude d'impact globale du raccordement, les coûts et délais du projet ainsi que le choix du tracé de raccordement.

La solution de raccordement envisagée est un raccordement souterrain jusqu'au réseau public de distribution HTA aérien situé rue des Gaudons.

NB : Si nécessaire, des pistes plus lourdes pourraient être mises en œuvre sur demande du SDIS.

6.4 PLAN DE MASSE

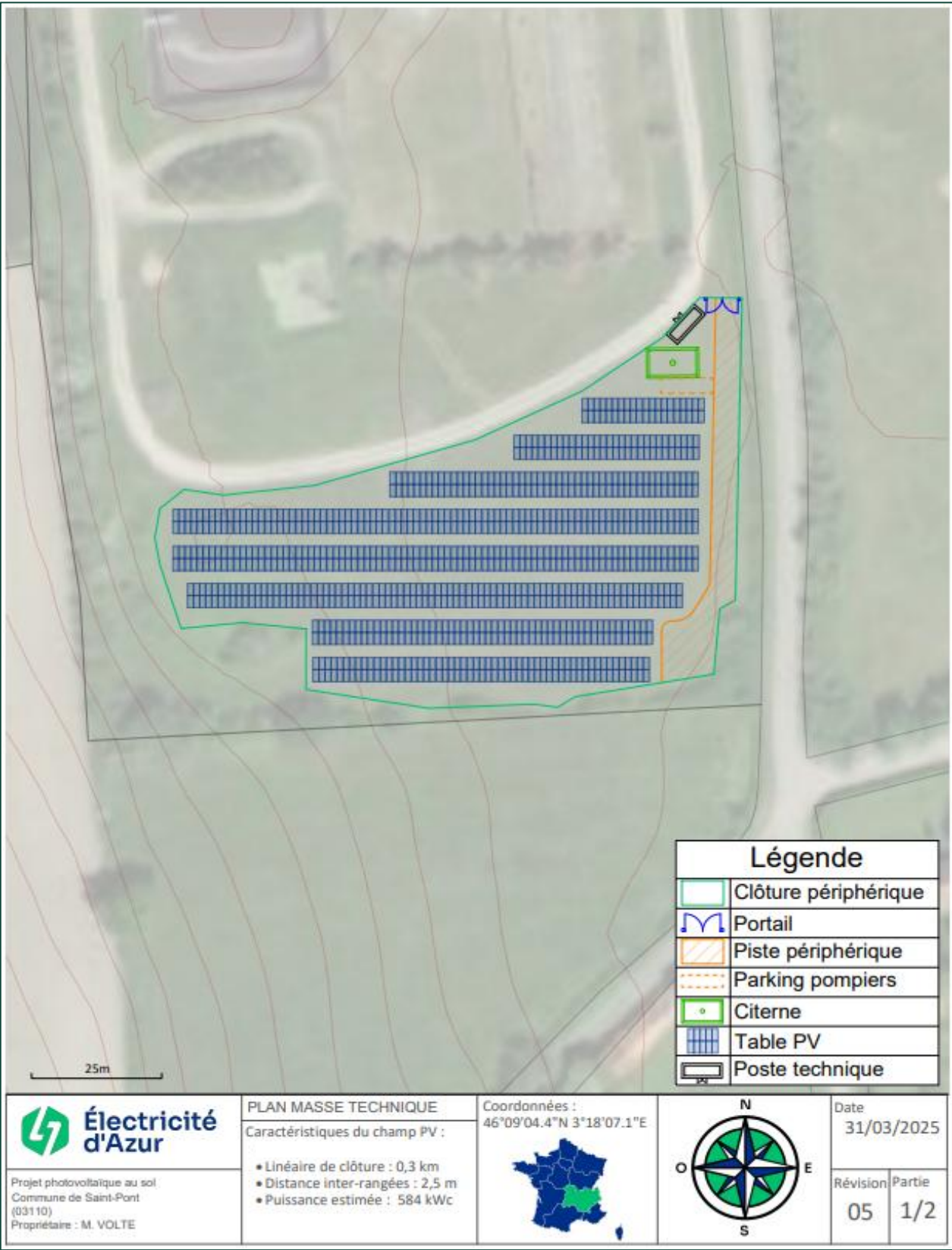


Figure 8 : Plan de masse du projet

6.5 PRESENTATION DES TRAVAUX

6.5.1 Description générale

Le chantier est prévu pour une durée de 3 à 5 mois. Il nécessitera la circulation de Poids-Lourd pour l'acheminement des structures, modules et matériels techniques, estimés au nombre de 6 compte-tenu de la taille du projet.

➤ Engagement des entreprises de travaux

Les entreprises en charge des travaux devront respecter la « Charte Chantier Vert » d'Electricité d'Azur (annexée au présent document).

Avant le début du chantier, un rappel aux équipes travaux sera fait sur les enjeux environnementaux spécifiques au site et les mesures environnementales à mettre en œuvre.

De plus, un nombre d'heures minimum sera destiné en priorité aux personnes éloignées de l'emploi. Une charte emploi sera mise en œuvre afin de cadrer les engagements du maître d'ouvrage en matière d'insertion professionnelle.

➤ Base vie, accès et zone de stockage

Les positionnements des accès, des zones de stockage et de la base vie sont choisis de façon à fluidifier le plus possible le chantier tout en diminuant les impacts sur le sol. Le choix se justifie notamment par la présence d'un chemin existant déjà utilisé à proximité, l'absence de conflit d'usage sur l'emplacement projeté, tout en restant à proximité immédiate du projet et de l'accès existant sur la parcelle.

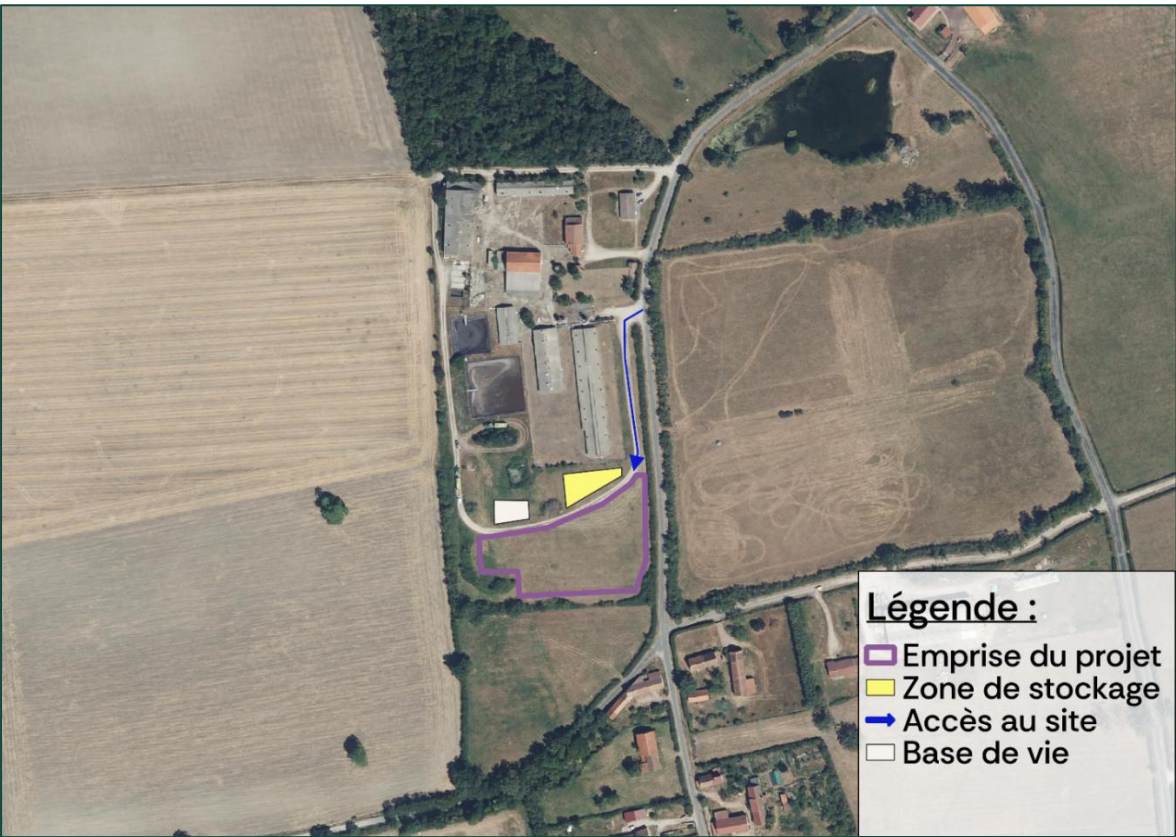


Figure 9 : Plan des infrastructures de travaux



6.5.2 Phasage

Les différentes phases sont décrites avec plus de précision ci-dessous :

1. Préparation du terrain et construction des pistes : L'objectif de cette phase est principalement d'installer les clôtures afin de sécuriser le site dès le début du chantier et de construire les pistes pour assurer le bon accès des engins dans le parc. Les opérations de défrichage et de nettoyage du site sont réalisées ainsi que les opérations de nivellement et terrassement. Dans le cadre de ce projet, il n'y aura ni défrichage, ni terrassement nécessaire.
2. Tranchées et fondations : Les tranchées pour le passage des câbles seront terrassées à cette phase avec un linéaire et une largeur optimisée pour diminuer le plus possible les mouvements de terre. Les pieux d'ancrage des structures seront battus à l'aide d'une batteuse. Les techniques spécifiques employées seront définies en fonction des résultats des études géotechniques.
3. Montage des structures photovoltaïques et fixation des panneaux : Cette étape est réalisée dans la même phase de travaux. Le nombre de personnes sur le chantier augmente durant cette phase afin de réduire le temps de mise en œuvre.
4. Installation des équipements électriques tels que les onduleurs, postes techniques, le poste de livraison et le câblage : Ils sont positionnés et branchés pour constituer la centrale de production.
5. Remise en état : Pendant les phases précédentes, une attention particulière est portée sur la préservation de la couche de terre végétale en optimisant les déplacements et en privilégiant les engins légers et si possible des engins à chenilles afin d'éviter les ornières sur le terrain. L'objectif est de répartir le poids des engins sur la surface la plus grande possible afin de conserver le sol le plus homogène possible. A la fin des étapes de montage et d'installation, une étape de remise en état s'assure que la couche végétale sur le sol permette la reprise de la végétation au plus vite.
6. Réalisation des tests et conformité et mise en service industrielle.

6.6 PHASE D'EXPLOITATION DE LA CENTRALE

6.6.1 Surveillance et maintenance des installations photovoltaïques

Les interventions sur la centrale consisteront à des opérations de maintenance des équipements et du couvert végétal.

La télégestion (contrôle à distance) permet d'être averti en cas de défaillance et de réagir rapidement pour des opérations de maintenance corrective.

Aucun raccordement à l'eau potable ou aux eaux usées n'est prévu en phase d'exploitation. Le nettoyage des poussières, pollen ou fientes accumulées sur les modules s'effectuera « naturellement » par les eaux de pluie (de par l'inclinaison des panneaux).

Dans le cas des installations de centrales photovoltaïques au sol, les principales tâches de maintenance curative sont les suivantes :

- Nettoyage et vérifications électriques des onduleurs, transformateurs et boîtes de jonction ;
- Remplacement des éventuels éléments défectueux (structure, panneau,...) ;
- Remplacement ponctuel des éléments électriques à mesure de leur vieillissement ;
- Vérification des connectiques et échauffements anormaux.

6.6.2 Entretien du site

L'entretien de la végétation dans des conditions permettant de concilier préservation de la biodiversité, sécurité anti-incendie et performance de la centrale est un enjeu majeur de l'exploitation du site photovoltaïque.

La reprise naturelle de la végétation au droit des panneaux permettra le maintien d'une couverture herbacée. Cette couverture fera l'objet d'une fauche régulière, planifiée en fonction de la repousse de la végétation. Le passage d'un engin léger entre les allées est à prévoir ainsi que d'une débroussailluse sous les modules.

Aucun produit phytosanitaire ne sera employé dans la centrale.

6.6.3 Durée de vie de l'installation

L'exploitation de la centrale dure 40 ans.

6.7 PHASE DE REMISE EN ETAT DU SITE

6.7.1 Démantèlement

En fin d'exploitation, le porteur de projet procèdera au démantèlement des installations, pour lequel il aura réservé une provision.

La phase de démantèlement consiste en une évacuation des équipements et installations liés à l'exploitation photovoltaïque, puis en une remise en état afin que le site retrouve son état initial. L'exploitant est responsable de la bonne conduite de ces opérations. La valeur ajoutée générée par le recyclage des matériaux de la centrale participera au financement du démantèlement.

Les opérations de démantèlement constituent la première étape de la remise en état du site et consistent à procéder :

- Au démontage des points d'ancrage,
- Au démontage des panneaux photovoltaïques,
- Au démontage des structures,
- Au retrait du câblage électrique,
- Au retrait des locaux techniques, avec élimination dans des filières de traitement adaptées,
- Au démontage des aménagements annexes (accès, plateformes, etc.).

Ces opérations seront prises en charge par le maître d'ouvrage.

L'opération de démantèlement remettra le site dans son état avant-projet (constats de commissaire de justice à l'appui).

6.7.2 Recyclage des panneaux

À la suite de la refonte des Déchets d'Équipements Électriques et Électroniques (DEEE) initiée par la directive européenne n°2012/19/UE du 4 juillet 2012 et transposée en droit français par le décret n°2014-928 du 19 août 2014 relatif aux DEEE et aux équipements électriques et électroniques usagés, les panneaux photovoltaïques et leurs modules sont considérés comme des DEEE. Selon l'article R 543-195 du code de l'environnement ainsi modifié, « les producteurs d'équipements électriques et électroniques professionnels sont tenus d'enlever ou de faire enlever, puis de traiter ou de faire traiter à leurs frais les déchets issus des équipements professionnels qu'ils ont mis sur le marché après le 13 août 2005 ainsi que les déchets issus des équipements professionnels mis sur le marché jusqu'à cette date lorsqu'ils les remplacent par des équipements équivalents ou assurant la même fonction ».

Selon l'article R 543-196 du même code, « Les producteurs d'équipements électriques et électroniques professionnels s'acquittent des obligations qui leur incombent au titre du I de l'article R 543-195 soit en adhérant à un éco-organisme agréé par arrêté conjoint des ministres chargés de l'environnement et de l'industrie dans les conditions définies à l'article R. 543-197, soit en mettant en place un système individuel et en fournissant une attestation dans les conditions définies à l'article R. 543-197-1 ».

« Soren » est l'éco-organisme agréé par les pouvoirs publics pour la collecte et le traitement des panneaux photovoltaïques en France. Ses missions s'articulent autour de six champs d'activités :

- La conformité au cadre réglementaire des acteurs du marché photovoltaïque,
- La collecte des panneaux usagés,
- Le recyclage des panneaux,
- Le réemploi et la réutilisation des panneaux,
- La coordination de la filière photovoltaïque et de la circularité à travers des projets en R&D, innovation et éco-conception,
- L'information et l'éducation des professionnels du photovoltaïque.

« Soren » densifie d'années en années son réseau de collecte et garantit une filière de reprise des panneaux photovoltaïques usagés respectueuse des critères environnementaux et techniques les plus exigeants.

Après la collecte des panneaux, « Soren » traite les panneaux arrivés dans son réseau avec une priorité pour le réemploi. Si les panneaux sont en fin de vie, des opérations de recyclage sont mises en œuvre avec un taux moyen de valorisation d'un module photovoltaïque de 94 %.



Figure 10 : Schéma de fonctionnement de l'entreprise Soren (Source : Soren)

7 PRESENTATION DU CONTEXTE ENVIRONNEMENTAL

Ce chapitre présente les principaux enjeux environnementaux recensés sur la zone d'étude du projet photovoltaïque localisé sur la commune de Saint-Pont (03). L'état initial est réalisé au droit de périmètres d'étude spécifiques :

- *Emprise projet* : Permet d'étudier les enjeux directement liés au site du projet ;
- *Zone d'étude 1 km* : Permet de s'assurer d'une prise en compte exhaustive des sensibilités environnementales et paysagères du secteur, de pouvoir les représenter et d'évaluer avec précision les incidences susceptibles d'être causées par le projet.

7.1 MILIEU PHYSIQUE

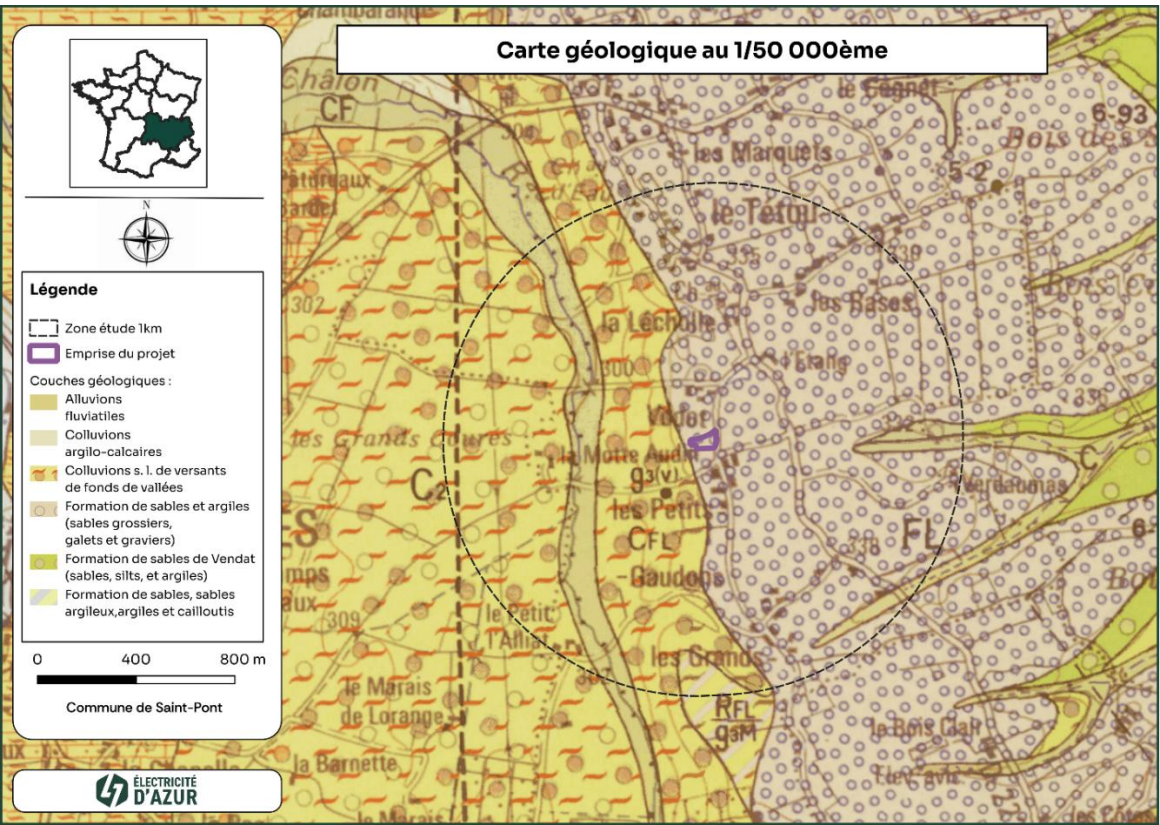
Sources : Géoportail, Infoterre, Géorisques, ARS

7.1.1 Topographie

La topographie du site est homogène et plane, à une altitude d'environ 336 m. Une légère pente inférieure à 5% est présente dans l'axe Est-Ouest vers l'extrémité Ouest de la parcelle du projet.

7.1.2 Sol et sous-sol

D'après la carte géologique du BRGM, le site repose sur une couche sablonneuse constituée de roches sédimentaires.



7.1.3 Climat

Le climat de la commune de Saint-Pont est de type océanique avec des vents atlantiques provenant de l'Ouest. Il est caractérisé par une pluviométrie moyenne régulièrement répartie au cours de l'année.

Concernant le gisement solaire, les données fournies à l'échelle du territoire nationale indiquent une irradiance de 1296 kWh/m² sur la zone d'étude. L'irradiance solaire annuelle globale en France étant de 1 274 kWh/m², l'irradiance du projet elle est légèrement supérieure à la moyenne nationale.

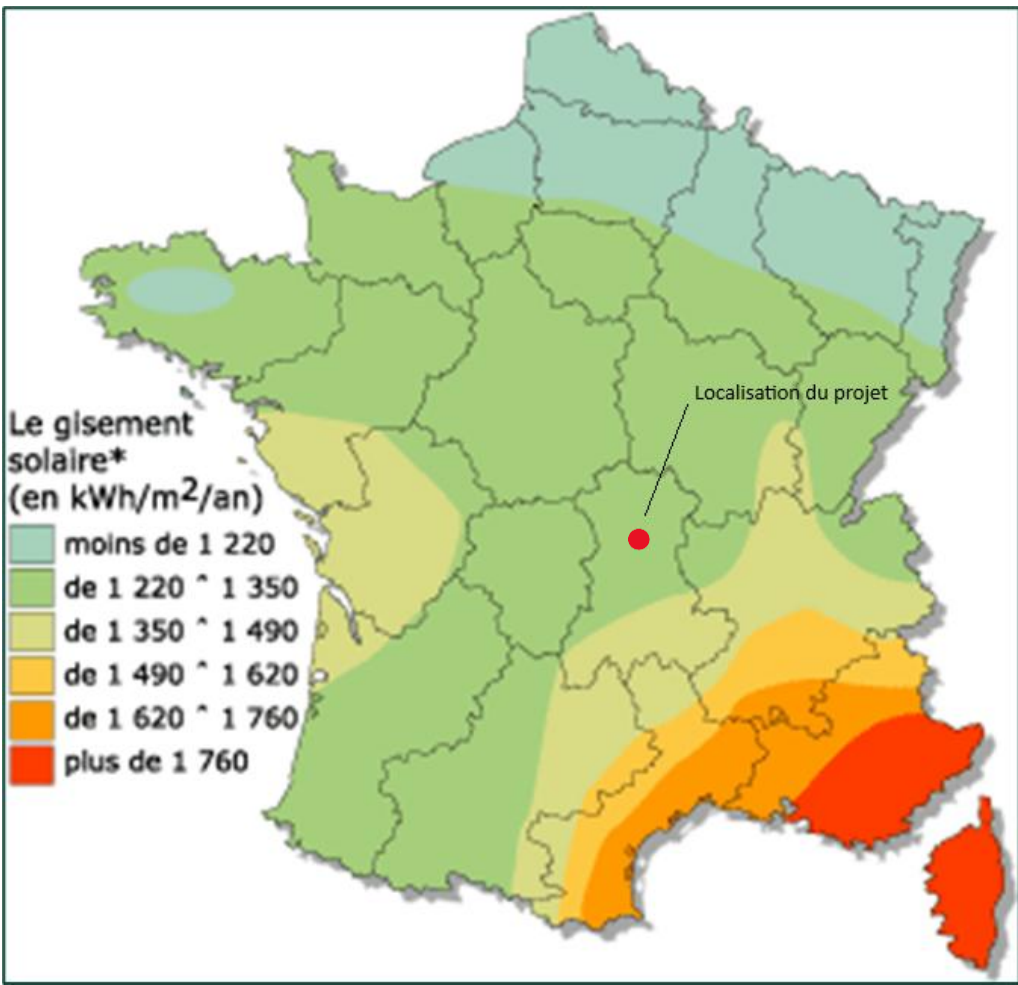


Figure 11 : Carte du gisement solaire en France (Source : ADEME)

Les effets du changement climatique peuvent être observés sur le territoire car les données météorologiques locales démontrent que les températures moyennes annuelles ont augmenté de 1°C au cours des trois dernières décennies. Les projections climatiques envisagées sont les suivantes : l'augmentation moyenne des températures, une baisse des précipitations moyennes annuelles jusqu'à 14%, des risques naturels de plus en plus nombreux, une dégradation de la qualité de l'air, une baisse de la biodiversité et une baisse des rendements agricoles.

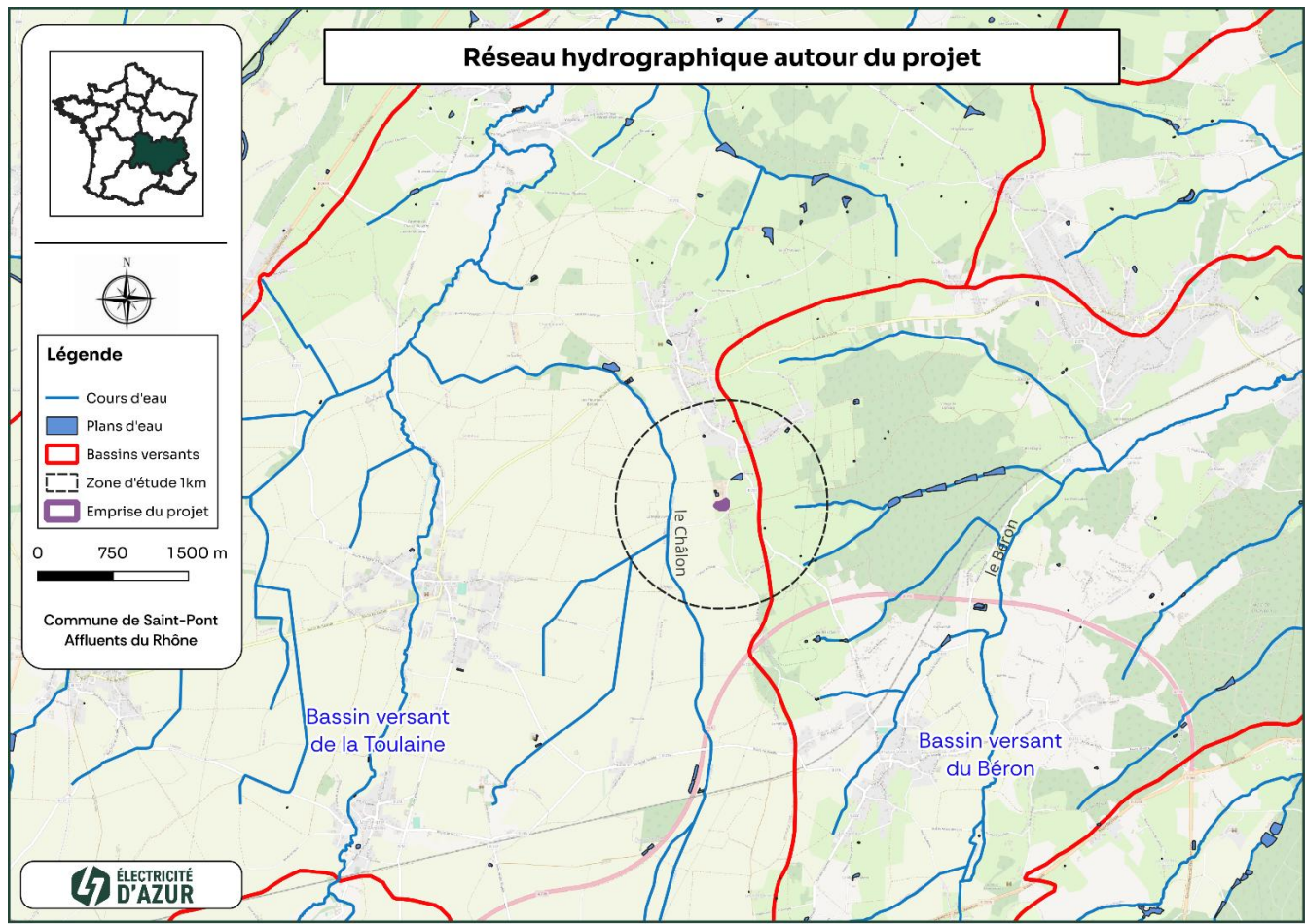
7.1.4 Eau

La zone du projet ne se situe pas dans un périmètre de captage d'eau potable, ni dans une zone humide potentielle. Aucun cours d'eau ne traverse le site.

Le site se trouve dans le bassin versant de la Toulaine, affluent de l'Allier, dont le bras (le Châlon) s'écoule à environ 500 m.

En proximité immédiate, on retrouve un fossé le séparant de la route. Un étang est également présent à environ 250 m.

Le site est situé dans le périmètre du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Loire-Bretagne et dans celui du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) de l'Allier Aval. Il devra respecter les prescriptions inscrites dans ces deux documents cadres.



7.1.5 Risques majeurs

Le site est concerné par un risque d'exposition au plomb (Arrêté Préfectoral 1200/02 du 05/03/2002) : cette zone ne fait l'objet d'aucune mesure préventive.

Le site est dans une zone de sismicité 2, c'est-à-dire faible : cette zone ne fait l'objet d'aucune mesure préventive.

Le site est dans une zone de risque Radon faible : cette zone ne fait l'objet d'aucune mesure préventive.

Le site est dans une zone de retrait et gonflement des argiles modéré : cet aspect sera pris en compte ; dans l'étude géotechnique qui permettra de dimensionner les fondations des micropieux de la centrale photovoltaïque.

Le site ne semble pas concerné par des risques de remontée de nappe et de pollution des sols.

Aucun Plan de Prévention des Risques (incendie, risques naturels, risques technologiques, inondations, feu ...) n'est approuvé à l'échelle communale.

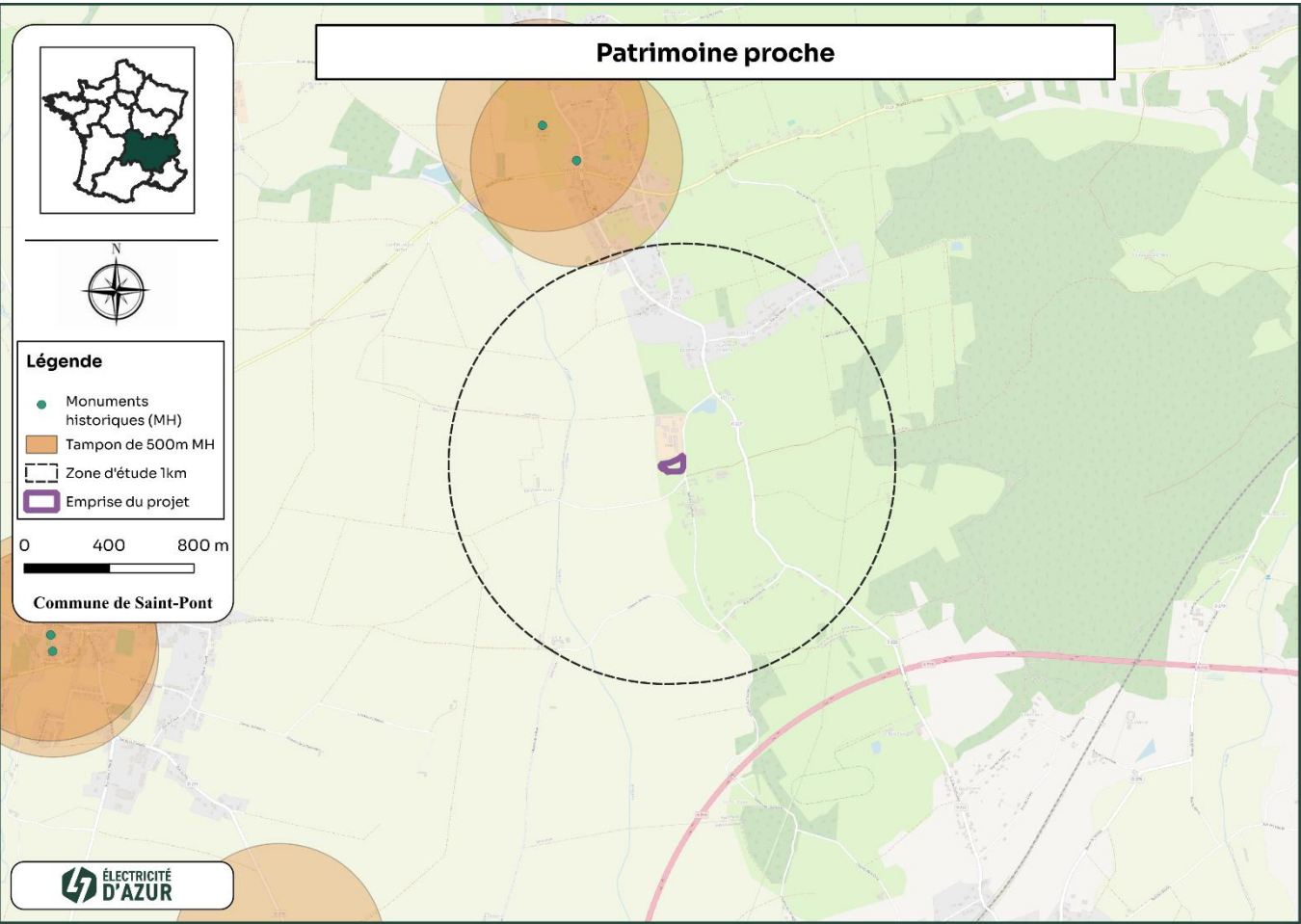
7.2 MILIEU HUMAIN

Sources : INSEE, Géoportail de l'urbanisme, visite de site

7.2.1 Patrimoine et paysage

La zone du projet ne se situe dans aucun zonage patrimonial et paysager particulier (monuments historiques, sites inscrits, sites classés).

Un monument historique est situé à environ 1 500 m au Nord du site. Il s'agit de l'Eglise de Saint-Pont, inscrite à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques depuis le 26 décembre 1980. La co-visibilité avec le projet est nulle.

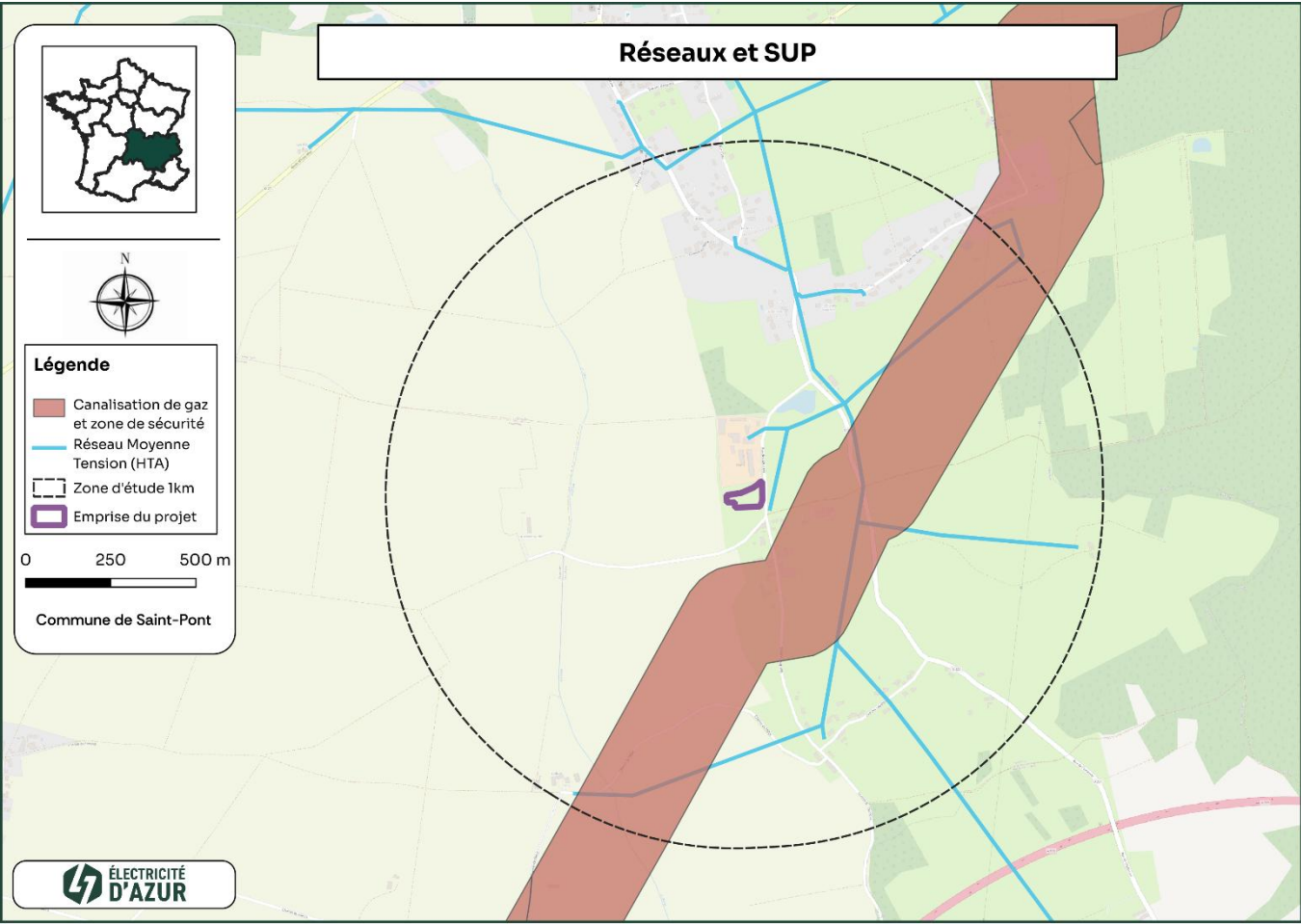


NB : L'Annexe 4 présente les vues proches et lointaines du parc photovoltaïque.

7.2.2 Servitudes

Aucune Servitude d'Utilité Publique (SUP) n'est recensée sur le site. Il existe à proximité une canalisation de « transport de gaz, hydrocarbures et produits chimiques de type gaz naturel » de type I3, mais le projet n'est pas situé dans la zone d'influence de la servitude (éloignement d'environ 100 m).

Des lignes aériennes Enedis HTA sont présentes à proximité de la zone du projet mais ne la surplombe pas.



7.2.3 Documents d'urbanisme et de planification territoriale

Le territoire de l'agglomération de Vichy Val d'Allier est soumis au SCOT de la communauté d'agglomération de Vichy Val d'Allier. Le document a fait l'objet d'une analyse de son application en juin 2019 après son approbation en 2013. La commune de Saint-Pont n'est pas encore incluse dans ce SCOT, ce document est en attente de révision pour intégrer l'ensemble des communes de l'agglomération.

La zone du projet est située dans une zone ZnC (Zone non Constructible) de la carte communale de Saint-Pont, dont la dernière procédure a été approuvée en avril 2024. Les centrales solaires au sol sont autorisées en Zone ZnC au titre d'équipement d'intérêt collectif. L'article R.111-58 du Code de l'Urbanisme vient confirmer la possibilité du développement d'une centrale solaire au sol sur le terrain présenté.



8 ANALYSE DES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX, INCIDENCES DU PROJET ET MESURES ENVISAGEES

8.1 EXPLICATIONS AUTOUR DE LA CONSTRUCTION DU TABLEAU DE SYNTHESE

8.1.1 Séquence « éviter, réduire, compenser »

Dans le cadre du projet, la démarche de développement durable a été appliquée, consistant à rechercher, dans la définition du projet, l'évitement des enjeux, et lorsque cela n'était pas possible, une moindre incidence des ouvrages et des aménagements sur les milieux traversés.

La doctrine nationale « Eviter, Réduire, Compenser » (ERC) adoptée en mai 2012 a ainsi été prise en compte ainsi que les lignes directrices adoptées en octobre 2013. La séquence ERC repose sur trois principes : d'abord « éviter », si on ne peut éviter, « réduire » et enfin, si nécessaire « compenser ».

La démarche implique d'abord un ajustement du projet au cours de son élaboration vers le moindre impact. Cependant, malgré ce principe, tout projet induit des impacts résiduels.

Dès lors qu'un impact dûment identifié comme dommageable ne peut être totalement supprimé, le Maître d'ouvrage a l'obligation de mettre en œuvre des mesures réductrices et compensatoires et de budgéter les dépenses afférentes au titre de l'économie globale du projet.

L'analyse basée sur des sources bibliographiques et des visites de site permet de proposer un certain nombre de mesures d'évitement et de réduction pouvant être mises en œuvre en phase chantier et exploitation.

Les mesures de la méthode ERC seront numérotées par la première lettre de la catégorie à laquelle elle est rattachée (E pour Eviter – R pour Réduire et C pour compenser) et un numéro. Ceci permet ainsi de pouvoir facilement identifier les mesures qui vont être mises en place et en simplifier le suivi en phase chantier et exploitation.

8.1.2 Notion d'enjeux

L'ensemble des enjeux identifiés dans le cadre du projet est synthétisé dans le tableau présenté dans les pages suivantes.

À partir de ces enjeux, différents niveaux de sensibilités ont été définis au regard du projet envisagé, tels que décrits dans le tableau suivant. Ces enjeux sont évalués avant et après les mesures de la méthode ERC.

SENSIBILITE	ENJEUX
Positif	Enjeux étant impactés positivement par le projet
Négligeable	Enjeux ne présentant pas de contrainte pour le projet.
Faible	Enjeux à prendre en compte, mais qui ne constituent pas un facteur de blocage pour le projet.
Modérée	Enjeux pouvant remettre en cause le projet sur le plan technique et sur le plan réglementaire, sans pour autant présenter un risque de blocage (les solutions d'ingénierie particulières sont adaptées à la contrainte) ou enjeux demandant une traduction de la thématique dans la conception du projet (exemple : insertion paysagère du projet).
Forte	Enjeux se caractérisant par la remise en cause du projet en totalité ou en partie s'ils ne sont pas pris en compte (contraintes physiques fortes, contraintes réglementaires importantes tels que les PPR, incompatibilité avec les documents d'urbanismes...) ou enjeux principaux en lien avec la définition des objectifs du projet.

8.2 TABLEAU DE SYNTHÈSE DES INCIDENCES ET MESURES DU PROJET

Milieu	Thème		Phase	Enjeux identifiés	Impacts Bruts	Mesure d'évitement et de réduction	Impact résiduel
Physique	Topographie et sous-sol		Chantier	Les couches superficielles seront affectées localement par le projet, au niveau des pieux et de la mise en place des lignes électriques.	Faible	R1 : Remise en état des sols après travaux Le sol sera remis en état selon les emprises des travaux et de la tranchée de raccordement. Un réensemencement sera effectué si jugé nécessaire pour retrouver une végétalisation rapide du sol.	Négligeable
			Exploitation	L'exploitation de la centrale n'entraîne aucun impact sur les sols.	Négligeable		Négligeable
	Climat		Chantier	Les effets directs en phase chantier seront temporaires et essentiellement dus à l'émission de gaz à effet de serre (gaz d'échappement) par les engins de travaux utilisés au cours du chantier.	Faible	R2-Autorisations des engins L'émission des gaz d'échappement issus des engins de chantier sera limitée car les véhicules utilisés respecteront les normes d'émission en vigueur en matière de rejets atmosphériques. Les effets de ces émissions, qu'il s'agisse des poussières ou des gaz seront négligeables compte tenu de leur faible débit à la source.	Négligeable
			Exploitation	Une réduction de l'empreinte carbone a lieu grâce à l'augmentation de la part des énergies renouvelables dans la production régionale. Le potentiel solaire est favorable sur la ZIP.	Positif		Positif
	Eau	Qualité des eaux superficielles et souterraines	Chantier	Une pollution accidentelle lors du chantier pourrait se retrouver dans les eaux superficielles et ruisseler ou s'infiltrer et atteindre la nappe phréatique.	Faible	R3-Gestion des pollutions Gestion des eaux et produits polluants issus de la zone de chantier. Mise en place d'un système de filtration pour limiter la circulation d'éventuelles pollutions.	Négligeable
			Exploitation	Aucune pollution pouvant impacter la qualité de l'eau souterraine ou superficielle n'est produite.	Négligeable		Négligeable
		Quantité des eaux souterraines et superficielles	Chantier	De l'eau peut être consommée lors de la phase chantier pour alimenter les aires de nettoyage mais elle ne sera pas extraite du site.	Négligeable		Négligeable
			Exploitation	Le projet ne prévoit aucun prélèvement d'eau. Le lavage des panneaux sera réalisé uniquement si nécessaire et à l'eau claire, sans produit, pas le biais d'une réserve mobile.	Négligeable		Négligeable
		Imperméabilisation des sols et gestion des eaux pluviales	Chantier	Le passage des engins de chantier a tendance à entraîner un tassement des sols et, indirectement, leur imperméabilisation. Lors d'épisodes pluvieux, un transport de matière peut avoir lieu du fait la circulation des engins. Une alimentation en eau externe sera nécessaire pour les besoins matériels du chantier.	Faible	E1-Phase de travaux évitant les épisodes pluvieux En cas de forte pluie, les travaux seront suspendus afin de laisser les temps aux eaux de pluie de s'évacuer sans les charger en sédiments par passage d'engins.	Négligeable
			Exploitation	Le projet imperméabilise une surface au niveau des poteaux que l'on peut considérer comme négligeable du fait de sa petite taille et de son non impact sur l'écoulement des eaux.	Négligeable		Négligeable

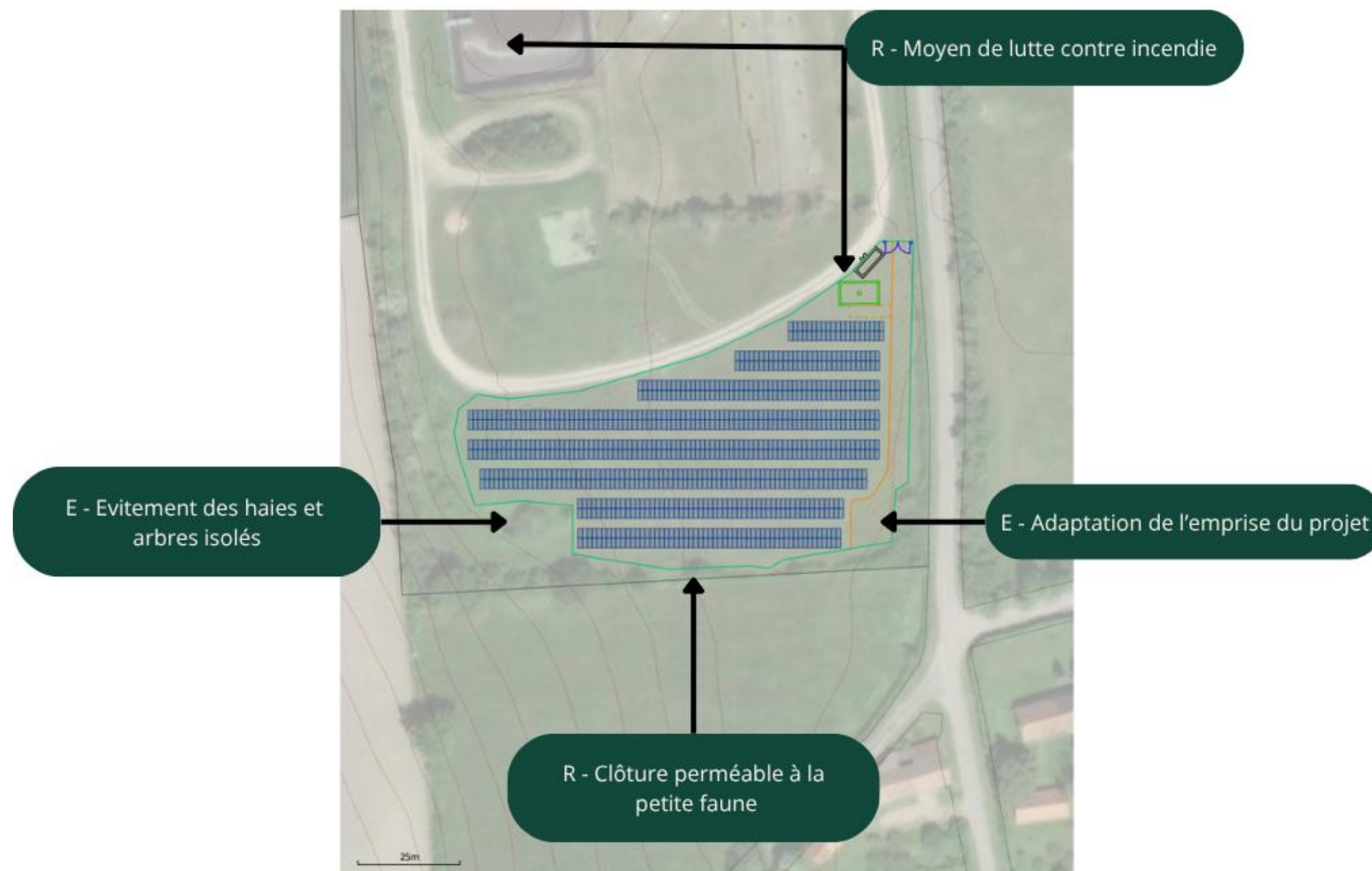


Milieu	Thème	Phase	Enjeux identifiés	Impacts Bruts	Mesure d'évitement et de réduction	Impact résiduel
	Risques majeurs	Chantier	La réalisation des travaux impliquera des interventions sur les sols susceptibles de générer un risque de déstabilisation des sols. Le projet pourrait être de nature à accentuer les risques liés en absence de mesures.	Modéré	R4-Techniques de construction adaptées au risques et aléas Les études géotechniques ultérieures préciseront les mesures de construction qui permettront de réduire la vulnérabilité du projet face aux risques. Elles permettront d'adapter les caractéristiques des fondations, en intégrant les prescriptions constructives précisées aux caractéristiques précises de portance et de stabilité des sols.	Faible
		Exploitation	Risque de feu sur les installations du parc photovoltaïque.	Faible	R5-Moyens de lutte contre incendie L'exploitation agricole comporte des bassins de rétention à moins de 100 m de la zone d'implantation. Une citerne 60m3 sera installée dans l'enceinte du site et les recommandations du SDIS seront respectées	Négligeable
	Nuisances	Chantier	Risque d'envols de poussières et de déchets. Risque d'éclairage lors de passage d'engins de chantier tard le soir ou tôt le matin. Les opérations de chantier ne sont pas de nature à entraîner des vibrations ou des nuisances sonores significatives. Une déclaration de travaux sera réalisée avant le démarrage des travaux et les exploitants de réseaux concernés le cas échéant seront consultés afin de prendre en compte leurs préconisations.	Faible	E2 : Travaux de jours Les travaux seront réalisés de jour, la mise en place d'éclairage nocturne n'est pas prévue. R6 : Prévention des nuisances en phase travaux Mise en place de bonnes pratiques de chantier selon notre charte chantier vert et suivi des préconisations: absence d'opération génératrice de poussières par vent fort ou arrosage, utilisation d'engins aux normes et entretenus, collecte et tri des déchets, sensibilisation du personnel.	Négligeable
		Exploitation	L'exploitation de la centrale n'entraîne aucune nuisance particulière sur les alentours du site.	Négligeable		Négligeable
	Urbanisme	Chantier	L'occupation du sol sera impactée temporairement lors de la phase travaux. Aucune mesure n'est nécessaire.	Négligeable		Négligeable
		Exploitation	Le projet sera compatible avec la carte communale en vigueur	Négligeable		Négligeable
	Paysage et patrimoine	Chantier	La phase de chantier est une phase sensible pour l'archéologie avec des risques d'altération et de destruction du patrimoine. Même si aucune entité archéologique n'est présente sur le périmètre-projet, il est toujours possible de découvrir des vestiges archéologiques durant les travaux.	Faible	E3-Arrêt des travaux en cas de découverte archéologique En cas de découverte fortuite de vestiges archéologiques durant les travaux (articles L.531-14 et suivants du Code du patrimoine), le Maître d'ouvrage s'engage à : -Suspendre immédiatement les travaux ; -Protéger le site de toute dégradation ou perturbation ; -Déclarer immédiatement la découverte fortuite au Maire de la commune, qui la transmettra sans délais au Préfet de région ; -Respecter les prescriptions éventuelles émises par les services compétents avant la reprise des travaux.	Négligeable



Milieu	Thème	Phase	Enjeux identifiés	Impacts Bruts	Mesure d'évitement et de réduction	Impact résiduel
			Compte-tenu de la taille limitée du projet et du contexte bocager dans lequel il s'inscrit, les impacts sur le paysage sont limités. Seule l'habitation des propriétaires est présente à proximité, les vues sur le projet depuis celle-ci étant filtrées par les bâtiments de l'exploitation. Les visibilités depuis les vues lointaines sont très faibles (cf. Annexe du CERFA) et le projet est faiblement visible depuis la route communale longeant le site à l'est sur environ 80 mètres.	Faible	R7-Remise en état du site après chantier A la fin du chantier, le site et tous les environs qui auront pu être dégradés au niveau visuel seront remis en état afin de réduire au maximum l'impact paysager du projet.	Négligeable
		Exploitation	En l'absence de relation visuelle, aucun impact n'est attendu sur les habitations ou les éléments du patrimoine.	Négligeable		Négligeable
Naturel	Milieu naturel	Chantier	Risque de dégradation des habitats existants : impact faible compte-tenu de la taille limitée du projet et de la nature du terrain. Le raccordement ne coupe aucun zonage réglementaire et ne nécessite pas de défrichage. Risque de perturbation de la faune par les activités de chantier et la présence du parc.	Faible	E4-Adaptation du planning de chantier Réalisation des travaux en dehors des périodes sensibles pour la faune (nidification, reproduction). Les travaux ne s'effectueront que de jours afin de déranger au minimum les populations de chiroptères. E5- Adaptation de l'emprise du projet L'emprise du projet a été réduite pour limiter au maximum l'impact sur les habitats existants	Négligeable
		Exploitation	Natura 2000 : Compte-tenu de la distance avec les sites Natura 2000 par rapport au projet (entre 5 et 7 km, cf. Annexes du CERFA), aucune incidence du projet sur les espèces et habitats ayant justifiés leur dénomination n'est attendue.	Négligeable		Négligeable
			Le site se trouve en ou à proximité de zones de Corridor écologique INPN ou ZNIEFF 1.	Modéré	R8-Clôture perméable à la petite faune Absence de trou en haut de poteaux pour éviter les pièges et maintien de la perméabilité pour la petite faune, soit par surélévation de la clôture, par la création d'ouvertures (15 à 20 cm) à intervalles réguliers ou l'utilisation de mailles suffisamment larges en bas de clôture (minimum 15x15cm) E6-Mise en défense des habitats sensibles Les habitats identifiés comme sensibles feront l'objet d'une mise en défense afin de les préserver au maximum.	Faible
			Le projet se situe dans un champ délimité par des haies. La construction prenant en compte une zone de quelques mètres autour des haies, l'impact devrait être limité.	Faible	E7-Évitement des haies et arbres isolés L'implantation du projet permet d'éviter et maintenir les haies, les ronciers et les chênes présents en bordure du site et de maintenir un recul d'au minimum 7 m entre les tables et ces habitats. Ainsi, aucune continuité écologique n'est brisée par le projet.	Négligeable
			Aucune incidence sur la végétation alentour n'est attendue lors de l'exploitation.	Négligeable		Négligeable

8.3 LOCALISATION DES PRINCIPALES MESURES D'EVITEMENT ET REDUCTION



8.4 AUTOEVALUATION

Au regard du contexte environnemental dans lequel s'inscrit le projet, des impacts pressentis par rapport à la nature et la taille du projet et des mesures mises en place afin de garantir des impacts résiduels faibles et non notables, la réalisation d'une évaluation environnementale ne nous apparaît pas nécessaire.

→ Une attention particulière sera prêté à mettre en place et suivre les mesures annoncées.